

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La politique de paix à l'ère nucléaire*

par le Prof. Hans Köchler



Hans Köchler
(photo hanskoechler.com)

Le professeur de philosophie autrichien Hans Köchler (*1948) a présidé l'Institut de philosophie de l'Université d'Innsbruck de 1990 à 2008.

Depuis 1972, il préside l'*International Progress Organization* (Vienne) dont il est le fondateur. Depuis lors, il s'engage au travers de multiples publications, voyages, conférences etc., œuvrant dans diverses organisations internationales pour le dialogue entre les cultures. En même temps, il contribue en tant que membre dans différents comités et groupes d'experts travaillant les questions liées à la démocratie sur le plan international, les droits de l'homme et le développement. Depuis 2018, Hans Köchler enseigne au sein de l'*Academy for Cultural Diplomacy* à Berlin. Hans Köchler vit à Vienne.

Prologue

La politique – surtout la politique de puissance ou politique mondiale – s'apprête pour ainsi dire naturellement à la propagande. Les proclamations de la politique servent, à de rares exceptions près, à promouvoir l'intérêt national, c'est-à-dire à le défendre face aux autres Etats. Cela vaut en particulier pour les proclamations ou diagnostics d'un «nouvel ordre mondial» qui traversent les époques: que ce soit par rapport au premier siècle avant Jésus-Christ, sous la forme de la *Quatrième Bucolique* de Virgile, déjà accaparée politiquement par les contemporains au profit d'Auguste (et interprétée rétrospectivement au Moyen Âge comme l'annonce de la venue du Christ et le début d'une nouvelle ère paradisiaque); que ce soit dans la déclaration de la *Sainte Alliance* de 1815 après les guerres napoléoniennes ou, déjà plus près de nos temps modernes, dans les discours du président américain après la fin de la guerre froide, en 1991.

Depuis le 24 février de cette année, on annonce à nouveau le début d'une nouvelle ère, pourtant pas dorée. Le chancelier allemand constate par exemple un «changement d'époque», dans la mesure où l'ordre «fondé sur des règles», en vigueur depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et la création des Nations unies, serait désormais remplacé par un système dans lequel régnait la loi du plus fort comme elle avait dominé les relations interétatiques jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale (malgré la *Sainte Alliance* de 1815), lorsque le recours à la force entre Etats fut, pour la première fois, proscrit par un traité (le *pacte Kellogg-Briand* de 1928)¹.

En fait, l'affirmation d'un changement d'époque – devenue entre-temps une expres-

sion courante – est un *diagnostic erroné* dicté par la volonté de puissance frustrée de l'Occident, voire de la propagande dans sa forme classique. Un système de règles qui s'appliqueraient à tous de la même manière n'a jamais existé, même et surtout pas à l'époque des Nations unies, puisque la Charte de l'ONU préserve effectivement les plus puissants (à savoir les cinq membres permanents du Conseil de sécurité) de l'application de la plus importante de ces règles: à savoir l'interdiction de l'emploi de la force entre les Etats.²

Ce qui se déroule sous nos yeux est un «changement d'époque» d'une toute autre nature: dans les statistiques du recours à la force interétatique, un pays attribué à l'Occident (même si cette attribution est contestée parmi la population) se retrouve soudainement, en 2022, dans la position de l'agressé, alors qu'au cours des décennies précédentes, les Etats-Unis et leurs alliés étaient presque les seuls à s'arroger – plus ou moins impunément – d'ignorer le principe du non-recours à la force.

En fait, le problème fondamental du système de règles fondé en 1945, problème qui a perduré après la fin de la guerre froide, n'est toujours pas résolu – à savoir que le droit ne peut pas être imposé à un membre permanent du Conseil de sécurité (qu'il s'agisse des Etats-Unis ou de la Russie). L'ensemble du système de sécurité collective de l'ONU est ainsi suspendu dans l'air. En raison du privilège de veto et de la possibilité statutaire de voter sur un conflit en tant que partie au conflit, les «garants» de la loi sont justement exclus des dispositions décisives de ce dernier, et sont donc *effectivement* au-dessus de la loi. Cela rend inévitablement précaire toute politique de paix. Les innombrables guerres qui ont eu lieu depuis la création de l'ONU en témoignent en toute évidence.

J'en viens maintenant à la partie proprement dite de mon exposé.

I

Un changement d'époque digne de ce nom s'est produit, en 1945, avec l'introduction et la première utilisation d'armes nucléaires, c'est-à-dire avec le passage de l'ère des armes conventionnelles à l'ère des armes de destruction massive. Le président John F. Kennedy a abordé ce sujet avec clarté et insistance dans son célèbre «discours sur la paix» de 1963, l'un des grands discours politiques du XX^e siècle: «*I speak of peace because of the new face of war.*»³

Le grand défi est donc de déterminer ce que peut signifier une politique de paix à l'ère nucléaire. Les stratèges parlaient déjà, pendant la guerre froide, de la «MAD» (mutual assured destruction [destruction mutuellement garantie]), concept qui montre qu'une guerre totale («total war») n'aurait absolument aucun sens, comme le pensait également Kennedy:

«Elle [la guerre totale/H.K.] n'a aucun sens à une époque où les poisons mortels produits par un échange nucléaire seraient transportés par le vent, l'eau, le sol et les semences jusqu'aux coins les plus reculés du globe et jusqu'aux générations à naître.»⁴

Les moyens juridiques pour parer à ce danger – en quelque sorte le pendant de la politique de paix en droit international – que la communauté internationale a développés dans les années qui ont suivi le diagnostic désenchanté de Kennedy manquent toutefois à la fois de crédibilité et d'efficacité. J'en cite ici les trois exemples les plus importants en leur

devançant le diagnostic respectif sous forme de mots-clés:

– **Non pas appliqué:** le *Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires* (TNP); en vigueur depuis le 5 mars 1970, il a été prorogé pour une durée indéterminée le 11 mai 1995. Malgré les multiples dispositions du traité – imprécises et juridiquement inapplicables – en plus d'un demi-siècle, aucune mesure crédible de désarmement nucléaire n'a été prise. Au contraire, le nombre d'Etats dotés de l'arme nucléaire s'est accru depuis l'entrée en vigueur du traité.

– **Non pas entré en vigueur:** *Comprehensive Nuclear-Test-Ban Treaty* (CTBT) [Traité d'interdiction complète des essais nucléaires]; adopté par l'Assemblée générale de l'ONU le 10 septembre 1996, mais pas encore entré en vigueur à ce jour, car cela nécessiterait la ratification de 44 Etats nommément cités. Parmi ces Etats, des puissances nucléaires comme par exemple la Chine, l'Iran, Israël, la Corée du Nord, l'Inde, le Pakistan, mais aussi les Etats-Unis, ont refusé jusqu'à présent de faire ce pas. Depuis 1997 (c'est-à-dire depuis un quart de siècle), il existe à Vienne un comité préparatoire et un secrétariat technique provisoire, dotés des moyens les plus modernes pour surveiller la future interdiction – préalables à cette «Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires» qui ne verra pas le jour dans un délai concevable, une situation kafkaïenne!

– **Inapplicable:** *Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons* (TPNWO) [Traité sur l'interdiction des armes nucléaires]; adopté – notamment aussi à l'initiative de l'Autriche – le 7 juillet 2017, en vigueur depuis le 22 janvier 2021. 66 Etats ont ratifié le traité jusqu'au 29 juin 2022. Naturellement, les Etats dotés d'armes nucléaires n'ont pas adhéré au traité (et n'y adhéreront pas). Etant donné qu'une telle interdiction ne peut pas être imposée aux Etats nucléaires, le traité, comme l'a également souligné un fonctionnaire de la République fédérale d'Allemagne, qui n'y a pas adhéré, reste en fin de compte un exercice d'*éthique de la conscience* (Gewissensethik). Mais ce qui fait avant tout défaut dans la *realpolitik* (conçue en tant que politique de puissance), c'est l'éthique de la *responsabilité* (Verantwortungsethik/ terminologie de Max Scheler).

En ce qui concerne le manque de crédibilité et d'efficacité des traités mentionnés précédemment, il convient également de renvoyer à l'avis consultatif de la *Cour internationale de justice* sur la légalité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires [Advisory Opinion on the Legality of the Threat or Use of Nuclear Weapons] du 8 juillet 1996, un document finalement pas très utile. De manière rappelant un oracle sibyllin, la Cour constate que même si la menace ou l'utilisation d'armes nucléaires «serait» généralement contraire aux normes du droit international applicables aux conflits armés, la Cour ne peut pas, au regard de l'état actuel du droit international, juger définitivement si, dans un cas extrême de légitime défense, lorsque la survie d'un Etat est en jeu, la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait légale ou non.⁴

Comme une interdiction n'a aucun sens si les Etats nucléaires n'adhèrent pas au traité, il ne reste que la voie de la *realpolitik*. Le président Kennedy a magistralement décrit, dans son discours de 1963, ce que signifie

la sagesse de la *realpolitik* dans ce cadre de politique de puissance illimitée:

«Above all, [...] nuclear powers must avert those confrontations which bring an adversary to a choice of either a humiliating retreat or a nuclear war. To adopt that kind of course in the nuclear age would be evidence only of the bankruptcy of our policy – or of a collective death-wish for the world.»⁵
[Les puissances nucléaires doivent avant tout éviter les confrontations qui placent l'adversaire dans une situation où il n'a plus que le choix entre un retrait humiliant et une guerre nucléaire. A l'ère nucléaire, le choix d'une telle stratégie équivaudrait à une déclaration de faillite de notre politique – ou au souhait collectif de mort pour le monde entier.]

Les dirigeants du monde occidental devraient prendre à cœur ce conseil donné juste après la crise de Cuba, surtout dans la situation actuelle en ce qui concerne la confrontation avec la Russie.

II

Lorsqu'il s'agit de la politique de paix à l'ère nucléaire, celle-ci ne peut pas être considérée isolément de la doctrine de sécurité de l'Etat – un domaine de la *realpolitik*. Nous devons donc faire précéder l'explication des maximes de la politique de paix d'une réflexion sur les faits de la *realpolitik*.

Leçons à tirer de la realpolitik:

* Si un seul Etat possède des armes nucléaires, il les utilise (exemples: Hiroshima, Nagasaki). Tel Etat terrorise le monde; il est capable de le prendre en otage à sa guise.

* L'espoir unique que les armes ne soient pas utilisées est donc lié à l'existence d'un équilibre de la terreur (MAD: mutual assured destruction) – calcul brutal et absurde qui met à nu la méfiance intrinsèque entre les collectivités (Etats): *chacun*, insinuant par principe que l'autre ait la ferme volonté de le détruire, tente par conséquent d'obtenir et de conserver, par tous les moyens, la suprématie sur l'autre – ce qui tend à aboutir à l'impasse. Dans le cas des armes nucléaires, cela signifie – en raison de leur nature physique – que la parité stratégique existe même si, à partir d'un certain seuil, le nombre et la puissance destructive des armes ne sont pas identiques de part et d'autre. Il est en quelque sorte «négligeable» si l'on puisse se détruire mutuellement une fois, deux fois, trois fois, etc. («nuclear overkill»).

Maximes pour une politique de paix à l'ère nucléaire:

Dans ces conditions, les maximes pour une politique de paix crédible ne peuvent être formulées qu'en tenant compte du statu quo nucléaire, qui ne peut se dissiper ni par la magie ni les prières. La *realpolitik* ne se laisse écartier qu'au prix de l'hypocrisie.

*En premier lieu, il convient de citer l'intuition – ou la maxime – du président Kennedy de 1963, mentionnée ci-dessus, selon laquelle aucun acteur ne doit être acculé au point de ne plus voir d'autre «issue» que le nucléaire. L'avis de la *Cour internationale de justice*, la plus haute instance juridique des Nations unies, déjà cité lui-aussi, renvoie à une direction similaire.

*En conséquence, la communauté internationale, sous l'égide des Nations unies,

* Conférence devant un groupe de lecteurs de *Zeit-Fragen*, le 25 juillet 2022 à Savognin, Grisons

«Ils n'ont pas attaqué la Russie, ils ont attaqué l'Europe»

A qui profite le sabotage de Nord-Stream 2?

par Scott Ritter



Scott Ritter (photo mad)

Scott Ritter est un ancien officier de renseignement du corps des Marines américains qui, au cours de sa carrière de plus de 20 ans, a notamment travaillé dans l'ex-Union soviétique à la mise en œuvre d'accords de contrôle des armements, dans l'état-major du général américain Norman Schwarzkopf pendant la guerre du Golfe et, plus tard, en tant qu'inspecteur en chef des armes de l'ONU en Irak de 1991 à 1998.

Le 8 février dernier, le président américain Joe Biden avait promis que si la Russie envahissait l'Ukraine, il fermerait le gazoduc Nordstream 2. Il s'agit là du projet de gazoduc à 11 milliards de dollars qui devait acheminer le gaz russe au travers de la mer Baltique depuis le territoire russe jusqu'au terminal allemand d'où il aurait été distribué dans divers pays européens.

Il semble bien qu'actuellement Joe Biden ait tenu sa promesse. Une explosion s'est produite sur une section sous-marine du gazoduc dans les eaux territoriales danoises, près de l'île danoise de Bornholm, entraînant la fermeture du gazoduc Nordstream II. Un chasseur F-16 danois volant à proximité a repéré une énorme bulle de gaz d'un kilomètre de diamètre qui s'étalait à la surface de la mer. La Russie a fait savoir que les réparations allaient prendre un certain temps – des mois, sinon plus.

Joe Biden: «Nord Stream 2 n'existera plus»

Le président des Etats-Unis, Joe Biden, a prononcé, le 7 février 2022, lors d'une conférence de presse commune avec le gouvernement fédéral allemand, sur la question d'un journaliste, les paroles suivantes:

«If Russia invades, that means tanks and troops crossing the border of Ukraine, again, than there will be no longer a Nord Stream 2. We will bring an end to it.»

Question:

«But how will you do that, exactly, since the project – and control – the project is within Germanys control.»

Joe Biden:

«We will, I promise you, we will be able to do that.»

(«Si la Russie envahit, ce qui signifie que des chars et des troupes traversent la frontière avec l'Ukraine, alors il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons un terme.»

Sur le journaliste qui insiste en disant: «Mais comment allez-vous faire cela exactement, puisque le projet – et son contrôle – est entre les mains de l'Allemagne,» Biden répond:

Joe Biden :

«Nous allons, je vous le promets, être en mesure de le faire.»

Source: <https://www.faz.net/aktuell/politik/joe-biden-bei-russischem-angriff-ist-nord-stream-2-gestorben-17788090.html>

Parallèlement au sabotage du gazoduc Nordstream 2, deux explosions similaires ont eu lieu sur des pipelines relevant du gazoduc Nordstream 1. Ce dernier a été achevé en 2012 et fournit à l'Europe d'importantes quantités de gaz russe.

À qui cela profite-t-il? Certaines personnes accusent la Russie de s'être sabotée elle-même, car il s'agirait en fait d'un acte d'auto-sabotage. La Russie n'y a cependant aucun

intérêt et, en fait, la politique russe de sécurité énergétique dit espérer relancer le projet de transfert de gaz russe vers l'Europe par la voie maritime afin de ne pas le compromettre définitivement.

Il est clair à présent que les Etats-Unis ont tenu leur promesse – de faire quoi au juste? D'attaquer la Russie? En fait, ils n'ont pas attaqué la Russie, ils ont attaqué l'Europe, ils ont attaqué le Danemark, ils ont violé les eaux

Victoria Nuland sur Nord Stream 2

Victoria Nuland, sous-secrétaire d'Etat aux affaires politiques des Etats-Unis, a déclaré, lors d'un briefing au Département d'Etat du 27 janvier 2022:

«With regard to Nord Stream 2: we continue to have very strong and clear conversations with our German allies, and I wanna be clear with you today. If Russia invades Ukraine, in one way or another, Nord Stream 2 will not move forward.» (En articulant les derniers mots un à un: Nord Stream 2 – will – not – move – forward.)

«Concernant Nord Stream 2: nous continuons à avoir des discussions très dures et très claires avec nos alliés allemands. Et je veux être très claire aujourd'hui: Si la Russie envahit l'Ukraine, d'une manière ou d'une autre, Nord Stream 2 n'avancera pas.»

Source: <https://www.youtube.com/watch?v=RLeAgMF0Q6Y>

(Traduction Horizons et débats)

territoriales danoises. Ils ont attaqué l'Allemagne, ils ont même attaqué la Suisse, le siège de Nordstream 2 se trouvant en Suisse. En fait, ils ont attaqué l'Europe, c'est là le nœud du problème. Ce sont les Etats-Unis qui utilisent l'énergie russe comme une excuse pour freiner l'économie européenne à un moment critique afin d'assurer la domination de l'hégémonie américaine. Et dans ce concept, ils ne visent pas l'Europe seulement, mais le monde entier.

Source: <https://www.youtube.com/watch?v=OgYo0BNEIYs> (29 septembre 2022)

«L'UE ne laisse passer aucune crise sans l'avoir exploitée pour ses buts!»

ts. Dans les colonnes de la «Neue Zürcher Zeitung», Peter Rásonyi a récemment tenu des propos qui se dressaient, sur un ton inhabituellement clair (vu la ligne strictement pro-UE que le quotidien suisse emprunte depuis longtemps), contre l'usurpation de pouvoir au sein de la direction de l'UE. Le commentaire mentionne le discours du chancelier Scholz à Prague dans lequel celui-ci critique le principe de l'unanimité des Etats membres qui empêcherait, selon lui, les décisions rapides de l'UE, par exemple en matière de politique étrangère. En effet, à cette occasion, Scholz s'est prononcé en faveur du démantèlement de la souveraineté des Etats nationaux. Dans ce contexte, la rédaction a laissé passer à son collaborateur la formule suivante: «Ne gaspillez aucune crise qui puisse vous servir à étendre votre propre pouvoir!» C'est en suivant cette parole que les politiciens de l'UE ont toujours tiré profit des situations d'urgence pour étendre, petit à petit, les compétences des institutions européennes à Bruxelles.» Et d'y ajouter que, ces dernières années, Bruxelles n'avait pas manqué de justifications pour sa «concentration progressive du pouvoir»: Rásonyi mentionne notamment la crise financière, la crise de l'euro, la pandémie et maintenant la guerre en Ukraine.

Source: Neue Zürcher Zeitung du 30 août 2022

«La politique de paix ...»

suite de la page 1

devrait redoubler d'efforts pour désamorcer les conflits régionaux sans fin – et ce précisément là où le danger évoqué par Kennedy et thématiqué par la Cour internationale de justice existe: avant tout au Proche et au Moyen-Orient, en Asie du Sud et de l'Est et (depuis février 2022) également en Europe.

Il faut éviter de créer des occasions aux «réactions de panique».

En ce qui concerne la responsabilité et les efforts de la société civile internationale, il convient de mentionner les initiatives et les campagnes menées par de nombreuses organisations non gouvernementales depuis la guerre froide, telles que la Campagne pour le désarmement nucléaire ou l'Appel des Juristes contre la guerre nucléaire, dans le cadre duquel l'International Progress Organization a soutenu, déjà dans les années 80 du siècle dernier, une campagne auprès de l'Assemblée générale des Nations unies pour obtenir un avis consultatif de la Cour internationale de justice (dont j'ai déjà évoqué le contenu). Tout aussi importantes que ces actions au niveau des ONG seraient – s'ils existaient – des déclarations explicites des grandes communautés religieuses sur l'amoralité non seulement de l'emploi, mais aussi de la production et de la détention d'armes nucléaires. Toutes ces activités relèvent toutefois d'une prise de conscience et d'une formation des consciences à long terme, qui ne peuvent avoir aucun effet ad hoc – sur le plan de la realpolitik, c'est-à-dire la logique des armes.

Epilogue

La question de savoir si l'humanité dépassera un jour la politique de puissance enracinée dans l'égoïsme collectif – John Mearsheimer a parlé de la «Tragedy of Great Power Politics»⁷ – avant que l'humanité s'autodétruisse en raison de la méfiance mutuelle des peuples et des Etats, reste donc ouverte. C'est dans la prise de conscience de ce

dilemme que je verrais également le rôle de la religion, sous condition qu'elle soit autre que juste l'ornement de la «société de plaisir» à laquelle au moins le monde occidental s'est transformé – armé jusqu'aux dents – au cours de ce siècle «postindustriel», façonné par les technologies de l'information et les médias sociaux.

Comme Kennedy l'a formulé de manière pertinente à l'ère nucléaire, en évoquant le discours de Chamberlain de 1938⁸ en raison des conséquences d'une guerre nucléaire, il ne peut plus être question de solutions ad hoc, de «peace for our time»; face à l'apocalypse menaçante, la seule option est un concept de «peace in all time», c'est-à-dire une paix perpétuelle.

La pierre philosophale – pour un concept idéaliste kantien de «paix perpétuelle» – n'est pas encore trouvée, notamment face à l'ère nucléaire. Tant que les Etats en font l'expérience et calculent chaque jour qu'ils ne sont pas pris au sérieux dans le concert international et ainsi à l'abri d'un «changement de régime» s'ils n'acquiescent pas la capacité nucléaire, toute politique de paix restera donc précaire, aussi bien intentionnée soit-elle (et non pas tactique seulement ou moraliste). Un regard sur les événements en Irak (2003), en Libye (2011) et ainsi sur la controverse sans cesse avec la Corée du Nord dissipe les dernières illusions.

Comme l'a vu Kant, la paix n'est pas un état naturel. L'humanité devrait se «surmonter» elle-même, par contrat, pour s'en approcher – ce qui serait précisément le sens de l'interdiction de la violence inscrite dans la Charte de l'ONU de 1945, principe qui est déjà juridiquement valable depuis le Pacte Briand-Kellogg de 1928.

Pour la toute dernière fois, permettez-moi de me référer à la réalité des relations internationales, l'ennuyeux problème de la realpolitik: l'interdiction du recours à la force,

d'inspiration kantienne, n'a ni empêché la Seconde Guerre mondiale ni la destruction nucléaire de deux villes japonaises. •

¹ Traité général de renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale, signé à Paris le 27 août 1928.

² Cf. Köchler, Hans. «Normative Inconsistencies in the State System with Special Emphasis on International Law», dans: *The Global Community – Yearbook of International Law and Jurisprudence 2016*. Oxford: Oxford University Press, 2017, p. 175-190.

³ Commencement Address at American University, Washington D.C., June 10, 1963; cité d'après le texte publié par le «John F. Kennedy Presidential Library and Museum», jfklibrary.org

⁴ Cour internationale de justice, avis consultatif du 8 juillet 1996, par. 105 (2) (E): «Au vu de l'état actuel du droit international, ainsi que des éléments de fait dont elle dispose, la Cour ne peut cependant conclure de façon définitive que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires serait licite ou illicite dans une circonstance extrême de légitime défense dans laquelle la survie même d'un Etat serait en cause...». N. B: La décision sur ce point a été prise à la relation de 7 voix contre 7, la voix du président étant prépondérante.

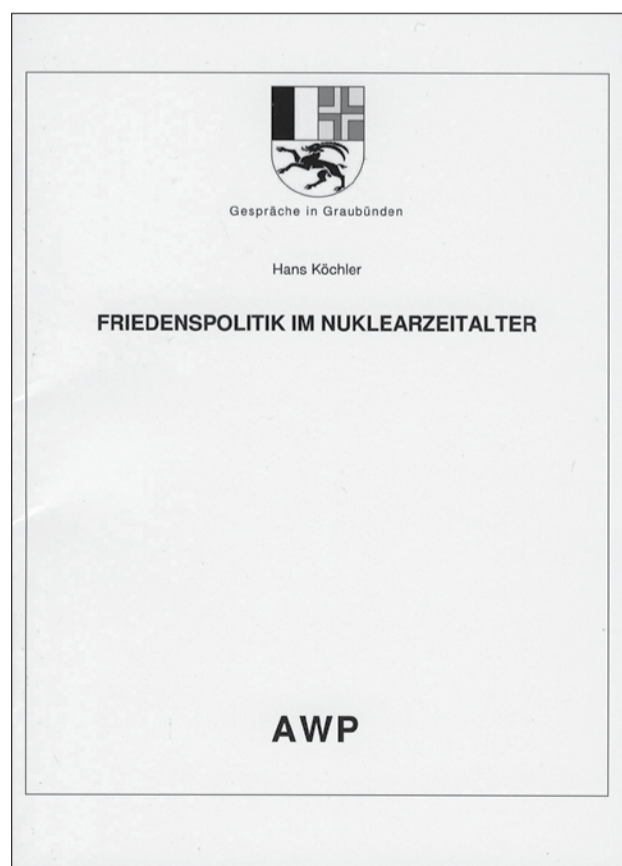
⁵ Loc. cit.

⁶ Schwarzenberger, Georg. *Über die Machtpolitik hinaus?*, Hambourg: Hansischer Gildenverlag, 1968.

⁷ Edition mise à jour: New York: W.W. Norton & Company, 2014

⁸ Paroles du Premier ministre Neville Chamberlain, prononcées à l'entrée du 10 Downing Street à Londres à son retour de Munich, le 30 septembre 1938: «My good friends, for the second time in our history, a British Prime Minister has returned from Germany bringing peace with honour / I believe it is peace for our time ... / Go home and get a nice quiet sleep.» (Cité d'après: EuroDocs, Harold B. Lee Library, Brigham Young University, USA).

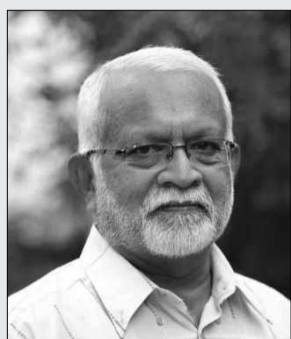
(Traduit de l'allemand Horizons et débats)



Le texte de la conférence a également été publié sous forme de brochure. Elle peut être obtenue auprès de Arbeitsgemeinschaft für Wissenschaft und Politik, Kohlmarkt 4/12, A-1010 Wien oder: info@i-p-o.org

Le référendum ukrainien marque la fin de la «guerre de procuration»

par M.K. Bhadrakumar – publié le 22/09/22



M. K. Bhadrakumar
(photo mad)

M. K. Bhadrakumar a travaillé pendant trois décennies comme diplomate de carrière au service du Ministère indien des Affaires étrangères. Il a été, entre autre, ambassadeur en Union soviétique, au Pakistan, en Iran, en Afghanistan ainsi qu'en Corée du Sud, au Sri Lanka, en Allemagne et en Turquie. Ses articles traitent principalement de la politique étrangère indienne et des événements au Moyen-Orient, en Eurasie, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie pacifique. Son blog s'appelle «Indian Punchline»

A première vue, le référendum¹ organisé en Ukraine du 23 au 27 septembre dans le Donbass et le Sud des régions de Kherson et de Zaporojie pour leur adhésion à la Fédération de Russie est un simple exercice du droit à l'autodétermination par les populations autochtones. Par cet acte, elles rejettent le changement de régime opéré à Kiev en 2014 avec le soutien de l'Occident et l'ascension des forces nationalistes extrémistes aux tendances néonazies présentes au sein des structures gouvernementales.

Mais il présente également d'autres facettes. Selon toute probabilité, les participants au référendum auront opté massivement pour l'adhésion à la Fédération de Russie. Dans le Donbass, la question était simple: «Êtes-vous favorable à l'entrée de la RPD (République Populaire du Donbass) dans la Fédération de Russie en qualité de sujet de la Fédération de Russie?» En ce qui concerne Kherson et les Cosaques de la région de Zaporojie, le référendum entraîne trois décisions séquentielles: la sécession de ces territoires d'avec l'Ukraine, la formation d'un Etat indépendant et son entrée en qualité de sujet dans la Fédération de Russie.

Large soutien des populations russes

En 2014, toutes les procédures juridiques relatives à l'admission de la Crimée et de Sébastopol au sein de la Fédération de Russie ont été effectuées en quatre jours. On pouvait s'attendre cette fois encore à un traitement expéditif en la matière. En Russie même, on constate un soutien massif en faveur de la réunification des communautés ethniques russophones des régions orientales et méridionales de l'Ukraine. Elles ont subi de terribles persécutions au cours des huit dernières

«Le fait est que le rattachement des régions du Donbass, de Kherson et de Zaporojie à la Fédération de Russie est une mesure irrévocable qui ne peut être et ne sera pas annulée tant que la Fédération de Russie restera un Etat indépendant, comme l'a souligné Medvedev. Les Etats-Unis – tout comme l'Occident collectif et l'OTAN – en sont conscients. En clair, l'algorithme de guerre par procuration de l'OTAN est devenu obsolète et s'est transformé en véritable pièce de musée.»

années, notamment des actes de violence brutale, et ceci de la part des éléments nationalistes ukrainiens extrémistes qui contrôlent l'appareil d'Etat. Pour le peuple russe, il s'agit d'une question très sensible.

Durant la période de l'après-guerre froide, ce sont les Occidentaux, lors du démembrement de l'ex-Yougoslavie, qui – sur le modèle d'Aladin – ont libéré pour la première fois le génie de l'autodétermination hors de sa bouteille. Bien que les Etats-Unis aient orchestré la sécession du Kosovo de la Serbie dès 1999–2008, l'entité n'a toujours pas été reconnue par les Nations unies. En dépit d'une forte pression occidentale, la Serbie rejette toujours cette sécession. Cela dit, le précédent du Kosovo n'a pas empêché les puissances occidentales de condamner l'adhésion de certaines régions d'Ukraine à la Fédération de Russie.

«Ni le Pentagone ni le commandement militaire russe ne se risqueront plus à la politique de la corde raide. Il est fort probable que l'adhésion des nouveaux territoires à la Fédération de Russie ne sera pas remise en cause sur le plan militaire ni par les Etats-Unis, ni par l'OTAN.»

Le calcul russe

La question cruciale aujourd'hui est celle du comportement de la Russie. Le président Vladimir Poutine a certainement tenu compte du fait que l'adhésion des «régions russes» de l'est et du sud de l'Ukraine constituait une décision immensément populaire aux yeux de l'opinion nationale. Il n'a jamais fait mystère de sa vive sensibilité aux espoirs et aux aspirations de sa nation. Les commentaires les plus révélateurs (et faisant autorité) à ce sujet ont notamment été émis par l'ancien président Dimitri Medvedev.

Medvedev a écrit sur son application Telegram: «Les référendums dans le Donbass sont d'une grande importance non seulement pour la protection structurelle des habitants de la LNR, de la DNR (Donbass) et des autres territoires libérés, mais aussi pour le rétablissement de la justice historique.»

Selon la même source, ces plébiscites «vont radicalement modifier le sens du développement de la Russie pour des décennies.» «Et ceci pas seulement dans notre pays», ajoute-t-il. Parce qu'après leur déroulement (de ces référendums) et l'intégration de ces nouveaux territoires au sein de la Russie, la transformation géopolitique du monde deviendra irréversible.»

Mais surtout, prévient Medvedev, «toute incursion sur le territoire de la Russie constitue un crime autorisant le recours à toutes les forces d'autodéfense.»

En outre, poursuit-il, une fois achevé le processus d'intégration des nouveaux territoires, «aucun des futurs dirigeants de la Russie, pas le moindre dirigeant ne sera plus en mesure de revenir sur ces décisions. Voilà pourquoi Kiev et l'Occident ont une telle peur de ces référendums. Voilà pourquoi ils doivent être menés à bien.»

«Au départ, Moscou était plutôt optimiste quant à la volonté de Kiev de négocier, mais la triste expérience a démontré que le président Zelensky n'était pas un électron libre. Le tandem américano-britannique a sapé l'accord négocié en avril à Istanbul par les responsables russes et ukrainiens, sous l'égide de la Turquie. L'administration Biden est maître du compte à rebours de la guerre par procuration.»

Pour la Russie, la voie diplomatique s'est refermée

Ce qui ressort de tout cela, c'est le renoncement de la Russie à tout espoir de règlement négocié.² Au départ, Moscou était plutôt optimiste quant à la volonté de Kiev de négocier, mais la triste expérience a démontré que le président Zelensky n'était pas un électron libre. Le tandem américano-britannique a sapé l'accord négocié en avril à Istanbul par les responsables russes et ukrainiens, sous l'égide de la Turquie. L'administration Biden est maître du compte à rebours de la guerre par procuration. Et le calendrier de Washington est fermement lié à l'affaiblissement et à la destruction de l'Etat russe, ce qui a toujours été l'objectif ultime des Etats-Unis.

N'oublions pas qu'en 2014, Joe Biden a joué un rôle déterminant dans l'installation du nouveau régime à Kiev et dans le formatage

de l'Ukraine transformée en un pays antirusse.

Autant dire que dans les circonstances actuelles, ces référendums apparaissent comme la seule ligne de conduite possible pour la Russie, alors même que Kiev maintient une stratégie maximaliste, conseillée par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Pologne.³

Le rattachement à la Russie du Donbass, de Kherson et de Zaporojie a créé une nouvelle donne politique dont la mobilisation partielle de la Russie dans le même temps a pour but d'assurer le support militaire. Cette adhésion constitue un changement de paradigme dans la mesure où toute nouvelle attaque contre ces régions peut être interprétée par Moscou comme une attaque contre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Russie.

Il est par ailleurs certain que les attaques inconsidérées de Kiev à l'encontre de civils et d'infrastructures civiles dans le Donbass, à Kherson et à Zaporojie vont déclencher une réaction de la part des Russes.⁴ Tout acte attentatoire sera considéré comme une agression et Moscou se réserve le droit d'y répondre «de manière adéquate». Le fait que le déploiement russe à l'intérieur de ces territoires soit en voie de renforcement et d'amélioration indique que la Russie est prête à utiliser la force.

Comment le reste de l'Europe réagira-t-il?

Entre-temps, les opérations militaires spéciales de la Russie se poursuivront jusqu'à ce que les objectifs fixés soient pleinement atteints. Ce qui veut dire qu'il est possible qu'un nombre encore plus grand de territoires passent sous le contrôle de la Russie, engendrant des situations de fait toujours plus inédites sur le terrain, alors même que les possibilités de dialogue se sont estom-

pées.⁵ Et, bien évidemment, tout cela se déroulera à un moment où l'Europe sombrera dans la récession, les sanctions contre la Russie ayant un effet boomerang. Il est très improbable que les citoyens européens appuient leurs gouvernements pour entrer en guerre avec la Russie au sujet de l'Ukraine. Kiev et ses mentors à Washington et à Londres devraient prendre tout cela très au sérieux.

Réaction du porte-parole du Pentagone, Patrick Ryder: «Personne ne peut prendre ce genre de référendums bidons au sérieux, et les Etats-Unis ne reconnaîtront certainement pas leurs résultats. Cela pourrait-il affecter notre soutien, ainsi que le soutien international, à l'Ukraine? Mais cela ne l'affectera en rien, nous continuerons à travailler avec l'Ukraine et nos partenaires internationaux afin de leur fournir l'aide nécessaire à la protection de leur territoire.»

C'est une déclaration bien évasive, les termes se voulant audacieux ne trompent pas leur manque de bien-fondé. Ni le Pentagone ni le commandement militaire russe ne se risqueront plus à la politique de la corde raide. Il est fort probable que l'adhésion des nouveaux territoires à la Fédération de Russie ne sera pas remise en cause sur le plan militaire ni par les Etats-Unis, ni par l'OTAN.

Cela dit, la Russie est de toute façon en guerre contre l'OTAN, comme l'a déclaré le ministre de la défense Sergueï Shoïgou, même si cela ne concerne pas les livraisons d'armes américaines, que «nous trouvons des moyens de contrer», mais les systèmes occidentaux existants – systèmes de communication, systèmes de traitement de l'information, systèmes de reconnaissance et systèmes de renseignement par satellite.⁶

Le concept OTAN d'inciter des guerres de procuration déjoué

Le fait est que le rattachement des régions du Donbass, de Kherson et de Zaporojie à la Fédération de Russie est une mesure irrévocable qui ne peut être et ne sera pas annulée tant que la Fédération de Russie restera un Etat indépendant, comme l'a souligné Medvedev. Les Etats-Unis – tout comme l'Occident collectif et l'OTAN – en sont conscients. En clair, l'algorithme de guerre par procuration de l'OTAN est devenu obsolète et s'est transformé en véritable pièce de musée.

La comparaison faite par la CIA avec le djihad afghan des années 1980 n'est plus d'actualité, si tant est qu'elle ne l'ait jamais été. En effet, la Russie a su éviter un «bourbier» en Ukraine et est en passe de mettre l'OTAN en échec.

Dans son discours à la nation de mercredi, Poutine a déclaré: «En cas de menace contre l'intégrité territoriale de notre pays et pour défendre la Russie et notre peuple, nous utiliserons assurément tous les dispositifs d'armement dont nous disposons. Ce n'est pas du bluff.»⁷ Poutine a également souligné que la Russie disposait d'une capacité de frappe nucléaire à un niveau supérieur.

Pour être doublement sûr que le message soit bien passé, Moscou a récemment dévoilé son tout dernier ICBM, Sarmat.⁸ Les résultats du référendum doivent être communiqués au plus tard cinq jours après le dernier jour de vote (27 septembre), et on considère que la question de l'adhésion à la Russie aura été approuvée si plus de 50 % des participants au plébiscite votent en sa faveur. Il est significatif que la Douma de l'Etat russe doive tenir des sessions plénières à Moscou les 27 et 28 septembre.

¹ <https://tass.com/world/1510633>

² <https://tass.com/politics/1511139>

³ <https://tass.com/world/1511459>

⁴ <https://www.rt.com/russia/563315-donetsk-market-shelling-referendum/>

⁵ <https://tass.com/politics/1511139>

⁶ <https://tass.com/politics/1511125>

⁷ <http://en.kremlin.ru/events/president/news/69390>

⁸ <https://tass.com/defense/1511677>

Source: <https://www.indianpunchline.com/why-ukraine-referendum-is-a-big-deal/> du 22.09.2022

(Traduction Horizons et débats)

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Redaction

Peter Küpfer

Rédaction et administration

Case postale 247, CH-9602 Bazenheid

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenheid».

Mettons fin à la troisième guerre mondiale avant qu'il ne soit trop tard!

par Karl-Jürgen Müller

Face aux événements actuels, certains ignorent qu'elle se déroule, en effet, comme un champ de bataille au milieu d'une guerre mondiale ravageant divers peuples malheureux depuis longtemps. Les victimes de cette guerre mondiale – elle a commencé peu après la fin de la Guerre froide, au début des années 90 – se comptent déjà par millions. En Ukraine aussi, on déplore désormais des dizaines de milliers de victimes. La propagande de guerre quotidienne fait toujours entrave, il est vrai, à l'objectivité et la réflexion nécessaires dans la recherche de la fin de cette guerre mondiale. Or, il est d'autant plus contraignant de faire preuve d'objectivité et de perspicacité face aux vraies dimensions de la catastrophe actuelle afin d'éviter d'urgence de nouvelles victimes – et d'éviter la catastrophe majeure pour l'ensemble de l'humanité se dessinant à l'horizon: la guerre nucléaire.

Face à l'impensable, il faut pourtant partir des faits. Affirmer chez nous, en Occident, que Vladimir Poutine aurait menacé, dans son discours du 21 septembre 2022 par lequel il a annoncé la mobilisation partielle des forces armées russes, d'utiliser des armes nucléaires réduit son vrai message et le change de manière fallacieuse. Dans ce contexte et à cette occasion, le président russe a littéralement prononcé les phrases suivantes:

«Washington, Londres et Bruxelles poussent directement Kiev à déplacer des actions militaires sur notre territoire. Ils affirment déjà ouvertement que la Russie doit être vaincue sur le champ de bataille par tous les moyens, suivis de la privation de sa souveraineté politique, économique, culturelle et de toute autre forme de souveraineté, et du démantèlement complet de notre pays. Cela va jusqu'au chantage nucléaire. Je ne parle pas seulement du bombardement de la centrale nucléaire de Zaporozhye, soutenu par l'Occident, action qui menace de provoquer une catastrophe nucléaire, mais aussi des déclarations de certains hauts représentants des principaux Etats-membres de l'OTAN sur la possibilité et l'admissibilité de l'utilisation d'armes de destruction massive – donc d'armes nucléaires – contre la Russie.

Je voudrais rappeler à ceux qui prononcent de telles affirmations par rapport à la Russie que notre pays dispose, lui aussi, de différents moyens de destruction, dont certains sont plus avancés que ceux des pays de l'OTAN. Si l'intégrité territoriale de notre pays est menacée, nous utiliserons bien sûr tous les moyens à notre disposition pour défendre la Russie et notre peuple. Ce n'est pas du bluff.

Les citoyens russes peuvent se relier sur une chose, et je tiens à le réaffirmer: l'intégrité territoriale de notre patrie, notre indépendance et notre liberté seront garanties par tous les moyens à notre disposition.

Et à ceux qui tentent de faire pression sur nous avec des armes nucléaires, je dis: sachez que le vent peut aussi souffler dans votre direction.»²

Face à la troisième guerre mondiale – que penser des déclarations de Lars Klingbeil?

Le 23 septembre, le «Redaktionsnetzwerk Deutschland» (RND) a monté comme titre: «Empêcher la troisième guerre mondiale: Lars Klingbeil met en garde contre une escalade dramatique.» Après l'annonce de la mobilisation partielle russe, le co-président du SPD allemand avait accordé une interview au réseau de presse ci-mentionné où il a déclaré entre autres: «Nous continuerons à soutenir l'Ukraine de manière cohérente. En même temps, il est clair qu'il faut éviter une troisième guerre mondiale.»

Selon RND, Klingbeil a également déclaré que les succès militaires actuels de l'Ukraine étaient en grande partie liés au soutien de l'alliance occidentale. Il est cité textuellement ayant dit: «L'obusier blindé 2000, livré par l'Allemagne, est l'un des systèmes d'armes les plus efficaces sur les fronts ukrainiens.»

Quelle logique louche! D'un côté, le président du SPD confirme que l'Allemagne se trouve en effet solidement intégré dans le camp, conduit par l'OTAN, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui mène la guerre en Ukraine. Et en même temps, de l'autre, il veut écarter le risque d'une troisième guerre mondiale. Monsieur Klingbeil, cela ne peut pas fonctionner ainsi. En effet, la politique des pays de l'OTAN au cours des 30 dernières années ainsi qu'actuellement, les livraisons d'armes lourdes allemandes au gouvernement ukrainien constituent – à la lumière des faits – des éléments dont se compose la troisième guerre mondiale. Depuis le 24 février 2022, cette guerre, en cours depuis longtemps déjà, s'est intensifiée. Mais vous préférez jeter de la poudre aux yeux de vos électeurs et de tous les Allemands pour masquer la réalité!

En effet, qui l'Occident soutient-il dans la guerre en Ukraine?

Malheureusement, une pareille attitude dissimulant les réalités est très répandue parmi nos représentants politiques et nos médias. Par exemple, qui l'Allemagne (ainsi que l'OTAN et ses alliés bellicistes) soutient-elle réellement en Ukraine? Le 22 septembre, Sergueï Lavrov, Ministre russe des Affaires étrangères, a de nouveau attiré l'attention sur ce point dans un discours devant le Conseil de sécurité des Nations unies³. Mais face à ses graves accusations, l'Occident préfère faire la sourde oreille, ne voulant ni l'entendre ni prendre au sérieux. Une fois de plus, la réponse occidentale, très vive, s'est bornée à la polémique on ne peut plus arrogante.

Enfin, accepter que laisser derrière soi un désert de terre brûlée lors d'une guerre ne représente pas une grande performance militaire appartient, elle aussi, aux leçons réelles de l'Histoire à tirer. Les Allemands le savent depuis qu'Hitler avait déclenché «la guerre totale» contre l'Union soviétique, déclarée au moment de sa défaite évidente. Mais qui sait encore,

aujourd'hui, qu'au cours des deux années de guerre mondiale qui ont suivi Stalingrad, le nombre de morts a été plus élevé que pendant les années de guerre précédentes? *Quelle folie!*

Les abîmes de la propagande de «la guerre totale»

Le discours de Goebbels au Palais des sports, en février 1943 – prononcé deux semaines et demie après la défaite écrasante de Stalingrad – fut l'échec le plus cuisant de la propagande de guerre nationale-socialiste. Nos générations devront en tirer la leçon que toute propagande de guerre n'a pas seulement comme but d'attiser la peur et la haine (dont elle se nourrit), d'endormir la raison et d'étouffer toute compassion mais d'inciter aussi à la préparation mentale à la guerre. Vue ainsi, l'escalade de la propagande haineuse se révèle être l'ennemi naturel du réalisme et du bien-fondé d'une politique, au moins de celle orientée vers le bien commun. Le fait que cette forme de propagande belliciste, telle qu'elle est présentée chaque jour dans nos médias occidentaux, ait atteint des pertes de niveau inconnues jusqu'ici ne témoigne donc que des lacunes criantes quant à la qualité de la politique poursuivie de nos gouvernements européens et atlantistes. Les grands triomphes «ukrainiens» affichés dernièrement dans la guerre de l'information contre la Russie – dont l'Occident se vante imperturbablement – se révèlent être plutôt des victoires à la Pyrrhus. Or, une victoire à la Pyrrhus est, selon Wikipedia (all.), un succès trop cher payé...

En d'autres termes: la guerre que mène l'Occident contre la Russie, sous plusieurs formes et depuis 30 ans au moins, ne sera point plus supportable pour l'humanité en recourant à l'escalade des campagnes de propagande (*je me demande souvent ce qui se passe dans la tête et le for intérieur des personnes qui se livrent à cette propagande de guerre – mais croient-ils, au moins eux-mêmes, à qu'ils disent ou écrivent?*), aux livraisons d'armes, aux sanctions, aux tentatives du «régime-change» et à la participation toujours plus inconditionnelle à la guerre. Les effets de cette guerre ne seront pas plus supportables ni pour les habitants de l'Europe de l'UE, ni ceux des Etats-Unis et de la Russie, ni pour les Suisses, ni pour les habitants du reste du monde – et certainement moins encore pour les habitants de l'Ukraine dont la consigne officielle occidentale consiste à «les défendre» (par une guerre nucléaire?). Dagmar Henn, ressortissante allemande ayant émigré en Russie, l'a formulé de manière très claire, le 22 septembre, lors d'un commentaire devant le micro de «RT DE»: Elle y a affirmé que depuis février 2022, pour la Russie, la devise suivante règlera dorénavant ses rapports envers les Etats-OTAN: «Eh bien, si vous désirez l'escalade, ne vous plaignez pas d'en être servis!»

Le dernier mot – l'escalade?

L'escalade ne doit pourtant pas être le dernier mot. Dans une interview accordée, le 23 septembre 2022, à l'Institut germano-américain pour la diplomatie culturelle⁴, Hans Köchler, président de l'«International Progress Organization», théoricien et praticien du dialogue des civilisations et auteur d'articles dans *Horizons et débats*, a notamment répondu à la question de savoir ce qui pouvait et devait être entrepris sur le plan diplomatique pour désamorcer le conflit entre l'«Occident» et la Russie et pour construire un pont en vue d'une future solution diplomatique, en affirmant:

«Les efforts couronnés de succès des Etats ayant été en mesure de maintenir ouverts les canaux de communication avec les deux parties ont montré que, même en temps de guerre, il est possible de négocier les questions les plus délicates à la base d'une évaluation rationnelle des intérêts des deux parties, c'est-à-dire en poursuivant la «réalpolitik» – plutôt qu'en cédant à l'émotion du moment. [...]

Quant au côté occidental, une mesure importante de désescalade serait l'abandon de la politique de sanctions d'envergure, ressentie par beaucoup dans les pays cibles comme une punition collective qui est de plus en plus impopulaire, même dans les Etats membres de l'UE, en raison de ses effets de recul.

Une autre mesure importante serait de mettre fin au boycott des activités et des coopérations dans les domaines de la culture, des arts et des sciences, qui a inutilement empoisonné le climat et complètement miné la diplomatie culturelle. La culture doit rester exempte du politique; elle ne doit se transformer en outil de l'arsenal de la guerre hybride. Lorsque les Etats sont impliqués dans des conflits, c'est la société civile qui est capable de construire des ponts surmontant les fossés. C'est là que réside la valeur de la diplomatie citoyenne. Les Etats ne doivent pas s'immiscer dans ce domaine.

Il n'en reste pas moins que la désescalade est en premier lieu atteignable par l'effort à la modération au niveau de la rhétorique et de la propagande de tous les côtés. Tant que le conflit est présenté comme une lutte entre le Bien et le Mal, il risque de prendre une auréole apocalyptique qu'il faut éviter à tout prix. Comme les époques précédentes de l'Histoire nous l'enseignent, une telle hystérie guerrière peut facilement déclencher des émotions fortes dont les dérapages tendent rapidement vers l'incontrôlable.»

Les bases d'action objective et réfléchie

Il s'agit là en effet d'éléments très importants, les bases appropriées à toute action orientée vers des buts objectifs et réfléchis. Hans Köchler en réserve la notion de «éthique de la responsabilité». D'autres points s'y ajoutent aisément: l'analyse sérieuse et scientifique de la guerre aillant de pair avec les réflexions historiques, politico-économiques et géopolitiques nécessaires ainsi que la compréhension et la prise au sérieux, dans une attitude impartiale, de toutes les positions impliquées au conflit; enfin l'analyse honnête et sérieuse, de la part de chaque partie concernée, de ses responsabilités à elle ayant mené à la genèse et le déroulement du conflit armé.

Et surtout, notons le facteur crucial peut-être: la volonté politique ferme de mettre fin à la guerre.

Les frontières occidentales ont toujours été soumises à des réaménagements

km. Ces derniers jours, les référendums sur l'adhésion à la Fédération Russe, dans une grande partie des quatre circonscriptions ukrainiennes, ont fait la une des journaux – à l'Ouest comme à l'Est. Le 22 février 2022, deux circonscriptions, celles de Donetsk et de Lougansk, avaient déjà été reconnues par la Russie en tant que Républiques autonomes.

Les analyses et les évaluations ne pourraient être plus disparates. Selon l'Occident, il s'agit de «pseudo-référendums» forcés, contraires au droit international et à la démocratie. Ses gouvernements ont annoncé de «ne jamais reconnaître» ces Républiques et d'instaurer de nouvelles sanctions. La Russie, par contre, voit dans les référendums la réalisation du droit des peuples à l'autodétermination, garanti par le droit international. Les chiffres officiels témoignent d'une grande participation de toutes les circonscriptions concernées. Les observateurs étrangers des référendums affirment que les élections se sont déroulées, pour la plupart de leurs contrôles, correctement.

A l'heure actuelle, on ne saura juger définitivement de la légitimation, en termes du droit international, des circonstances parmi lesquelles les référendums se sont déroulés. Les déclarations occidentales actuelles sont toutes subjectives et caractérisées par une attitude fondamentalement antirusse. Par contre, dans nos médias occidentaux grand public, à

la question de savoir sous quel niveau du respect des lois les habitants des quatre circonscriptions avaient vécu ces derniers huit ans, depuis le changement illégitime au gouvernement ukrainien, ils gardent, actuellement aussi, leur mutisme habituel là-dessus.

Ces derniers huit ans, la plupart des habitants de ces quatre circonscriptions, dont la majorité parle le russe, ont été sujets à de fortes discriminations. Les habitants des circonscriptions de Donetsk et de Lougansk, qui s'étaient proclamés autonomes depuis longtemps déjà, ont été les cibles de diverses formes de violence massive. Les sources dignes de foi en comptent plus de 10000 victimes civiles. Depuis le 24 février 2022, le comportement des forces armées ukrainiennes, dénuées de tout scrupule, fait encore plus reculer la population civile. Il est donc évident que la grande majorité des quatre circonscriptions ne veuille plus vivre selon les conditions (enfrenant les droits de l'homme et ceux internationaux depuis longtemps) imposées par le gouvernement ukrainien, préférant intégrer la Fédération Russe. Que faire si de grandes régions souffrent de discrimination du gouvernement et sont assujetties à la violence pratiquement quotidienne? Les réponses occidentales n'existent pas. Pourtant, ce n'est qu'en trouvant des réponses réelles et viables face à de telles questions que l'on aboutira au débat objectif et réfléchi, le préambule à toute solution durable.

Il est tragique que les fréquents changements de frontières que connaît l'Histoire aient presque toujours été réalisés par la violence. Cela concerne également l'Europe, notamment celle du 20^e et 21^e siècle où les nouvelles démarcations de frontières dans le monde sont dues, d'un côté, à un impérialisme violent et, de l'autre, au fait qu'il soit devenu intolérable, à une grande partie de leurs populations, de continuer à se considérer parties constitutives d'un Etat revendiquant leur loyauté. L'Occident a non seulement soutenu ces transformations des frontières partout où cela lui plaisait, comme notamment lors de la dissolution de l'Union Soviétique ou de la Yougoslavie, mais il les a aussi maintes fois soutenues en recourant à la violence. Par contre, face à l'image de l'ennemi russe, martelée dans nos cerveaux, il est inconcevable dans cette vue que les habitants d'un Etat limitrophe de la Russie souhaitent en faire partie.

Est-il irréaliste de demander aux belligérants d'être objectifs et raisonnables? Actuellement, cela est probablement certain. Toujours est-il qu'ils existent, ces citoyens se forgeant leur propre opinion. Cela serait un pas en avant qu'actuellement, là où c'est possible encore, ils appellent en public que l'objectivité et la raison sont élémentaires à toute paix méritant ce nom. Si on ne mise pas sur la victoire totale ou la défaite, totale elle aussi.

¹ La formulation de la doctrine Wolfowitz du 18 février 1992 a constitué une étape importante; voir en bref: https://de.wikibrief.org/wiki/Wolfowitz_Doctrine

² cité d'après <https://www.anti-spiegel.ru/2022/putins-rede-zur-verkuendung-der-Teilmobilisierung-im-o-ton/>; une version anglaise autorisée du discours se trouve sous <http://en.kremlin.ru/events/president/news/69390>

³ Traduction autorisée en anglais: https://mid.ru/en/foreign_policy/news/1830851/; traduction en allemand (pas tout à fait complet): <https://www.anti-spiegel.ru/2022/was-westliche-medien-ueber-lawrows-rede-im-uno-sicherheit-rat-verschweigen/> du 23/09/2022

⁴ Institute for Cultural Diplomacy (Washington/Berlin). «Grave Escalation in the Russia-Ukraine Conflict: From «Grain Diplomacy» to an Allowance. 5 Questions to Prof. Dr Hans Köchler», 23 septembre 2022; <https://i-p-o.org/IPO-nr-RUS-SIA-UKRAINE-ESCALATION-Interview-23Sept2022.htm>; traduction de l'original en anglais.

La réalité inchangée du conflit du Haut-Karabagh

par Ralph Bosshard



Ralph Bosshard a étudié l'histoire générale, l'histoire de l'Europe de l'Est et l'histoire militaire. Il a suivi l'école de commandement militaire de l'EPFZ ainsi que la formation d'état-major général de l'armée suisse. Il a continué sa formation universitaire et militaire par des études linguistiques en russe, à l'Université d'Etat de Moscou, ainsi qu'à l'Académie militaire de l'Etat-major général de l'armée russe. Il est expert en matière de la situation en Europe de l'Est pour avoir travaillé, pendant six ans, à l'OSCE en fonction de Conseiller spécial du représentant permanent de la Suisse.

La guerre en Ukraine a fait oublier quelque peu à la presse l'escalade de la situation dans le Caucase du Sud. Il serait pourtant fatal de perdre de vue ce foyer de crise potentiel, car les dirigeants de la région pourraient être tentés de profiter de la situation actuelle et de mettre en œuvre leur propre agenda dans le sillage de la guerre en Ukraine. Mais c'est aux malheureux tâcherons de la politique mondiale qu'il revient de résoudre ce conflit.

Dans la situation internationale actuelle extrêmement tendue, où tant la sécurité de l'approvisionnement que la stabilité politique et économique de l'Europe sont menacés, la confrontation entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie revêt une grande importance. La région du Caucase du Sud représente une étape importante dans l'acheminement des sources d'énergie de la région caspienne vers l'Europe et a gagné en importance suite à l'interruption des livraisons de gaz en provenance de Russie. Dans ce contexte, le protocole d'accord signé le 18 juillet 2022 entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan sur un partenariat stratégique dans le domaine de l'énergie peut être considéré comme un événement central pour la garantie de la sécurité énergétique de l'Europe: L'Azerbaïdjan et l'UE ont convenu de doubler la quantité de gaz naturel fournie par l'Azerbaïdjan dans les années à venir, pour atteindre 20 milliards de mètres cubes par an. Une partie de ce gaz proviendra probablement du Turkménistan. L'Europe semble donc très bien s'entendre avec les autocrates lorsqu'il s'agit de matières premières bon marché. Toutefois, Bakou profite également des prix actuels élevés du gaz naturel et du pétrole, et ne proposera probablement pas de «prix d'ami» à l'UE.

Escalade depuis mai 2021

En mai 2021, des soldats azerbaïdjanais avaient déjà pénétré de plusieurs kilomètres en Arménie dans les provinces de Syunik et de Gegharkunik. A l'époque, le Parlement européen ainsi que les Etats-Unis et la France, deux des trois coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE, avaient demandé à l'Azerbaïdjan de retirer ses troupes du territoire arménien reconnu par la communauté internationale. De nouveaux affrontements ont eu lieu en juillet et en novembre 2021, qui doivent être considérés comme la plus grave violation à ce jour de l'accord de cessez-le-feu du Haut-Karabagh de 2020¹.

Le soir du 12 septembre dernier, le ministre arménien de la Défense a rapporté que l'armée azerbaïdjanaise pilonnait les localités de Goris, Artanish, Sotk, Jermuk, Kapan et Ishkhanasar avec de l'artillerie et des armes lourdes, et qu'elle avait effectué des avancées locales. Le ministre azerbaïdjanais de la Défense a pour sa part accusé l'Arménie de s'être livrée à des «provocations à grande échelle» dans les régions de Dashkasan, Kalbajar et Lachin et d'avoir posé des mines le long des routes d'approvisionnement de l'armée azerbaïdjanaise.² Un cessez-le-feu négoc-



1 Goris – 2 Artanish – 3 Sotk – 4 Jermuk – 5 Kapan – 6 Ishkhanasar – 7 Dashkasan – 8 Kalbajar – 9 Lachin – 10 corridor Zangezur (carte hd)

cié par la Russie le 13 septembre aurait été rompu quelques minutes seulement après son entrée en vigueur.³

Le 14 septembre, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a déclaré que l'Azerbaïdjan avait pris le contrôle de certaines zones du territoire arménien et que l'Arménie avait, pour la première fois dans l'histoire de l'Arménie, invoqué l'article 4 du Traité de sécurité collective. L'Arménie est membre de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), dirigée par la Russie, dont les membres se sont engagés à s'entraider en cas d'agression militaire.⁴ Il semble que Bakou se soit rendue compte que l'OTSC était capable d'agir, même si la Russie est actuellement engagée dans la guerre en Ukraine, puisque le 16 septembre, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a informé son homologue russe Poutine que la situation serait stable.⁵ Selon un député arménien, l'Arménie a depuis repris le contrôle de six positions à la frontière qu'elle avait auparavant perdues.⁶ Toutefois, certaines parties du territoire arménien sont et restent occupées par les troupes azerbaïdjanaises.

Des positions de négociation inébranlables

Malgré la dynamique positive du processus de normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan au cours de l'année écoulée, la récente escalade n'a pas été une surprise: l'Azerbaïdjan et l'Arménie continuent de défendre des positions diamétralement opposées sur un certain nombre de questions clés. La demande de Bakou d'ouvrir le corridor Zangezur à travers le sud de l'Arménie, entre le cœur de l'Azerbaïdjan et la République autonome de Nakhitchevan, s'est notamment révélée être une pierre d'achoppement. En juin 2022 déjà, lors du *Global Baku Forum* à Bakou, le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev avait déclaré que sans une ouverture rapide du corridor Zangezur, il serait difficile de parler de paix.⁷ Dans ce contexte, de prochaines revendications territoriales envers l'Arménie ne surprendront donc personne.⁸

Même après la guerre de 44 jours à l'automne 2020, des questions telles que le statut de la République du Haut-Karabagh, qui se désigne elle-même sous le nom d'Artsakh, et le soutien militaire de l'Arménie à l'Artsakh restent non résolues.

Tentatives de médiation de l'Occident

Actuellement, le cessez-le-feu à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'effrite.

Bakou pense pouvoir agir en position de force et semble refuser une mission de médiation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le fait que des soldats arméniens soient toujours détenus en Azerbaïdjan pour de prétendus crimes de guerre contribue à la méfiance mutuelle, tout comme les questions non résolues de la préservation de monuments religieux, historiques et culturels du Haut-Karabagh, qui se trouvent désormais en territoire contrôlé par l'Azerbaïdjan.⁹ Depuis novembre 2020, des soldats russes protègent le monastère de Dadivank dans la vallée du Terter, qui aurait été fondé par un disciple de l'apôtre Judas Thadée au premier siècle après Jésus-Christ.¹⁰

Le gouvernement azerbaïdjanais espère peut-être renverser le gouvernement Pashinyan et n'est donc pas prêt à faire des concessions. De l'autre côté, dans cette atmosphère, toute concession de la part d'Erevan sera interprétée comme un fléchissement du gouvernement Pashinyan. Mais Bakou est sûre du soutien de la Turquie et pourrait vouloir aller jusqu'au bout, après que Mustafa Destici, homme politique turc de premier plan et allié d'Erdogan, a menacé le 15 septembre d'effacer l'Arménie et le peuple arménien de la surface de la terre:

«Nous disons au gouvernement arménien: revenez à la raison: je vous rappelle encore une fois que la nation turque est capable d'effacer l'Arménie de l'histoire et de la carte, et qu'elle est au bout de sa patience.»¹¹

Les dirigeants politiques de Bakou pourraient avoir interprété la conclusion du contrat de fourniture avec l'UE comme une approbation secrète d'une ligne dure à l'égard d'Erevan.¹² En même temps, la conclusion de ce contrat pouvait faire douter Erevan de l'impartialité de Bruxelles. Des intellectuels arméniens soupçonnent déjà la communauté de valeurs occidentale de vouloir sacrifier l'Arménie sur l'autel de ses intérêts énergétiques.¹³ Dans ce contexte, ni les déclarations de solidarité de dirigeants politiques occidentaux à l'adresse du peuple arménien, ni la visite de Nancy Pelosi à Erevan n'ont beaucoup de poids.¹⁴ Du point de vue arménien, cette dernière visite semblait avant tout être un hommage à l'influente diaspora arménienne aux Etats-Unis. Selon la Russie, Pelosi aurait avant tout poursuivi des objectifs géopolitiques.

Faiblesse de l'Occident

Quoi qu'il en soit, les clés de la résolution du conflit ne se trouvent plus à Bruxelles,

Washington ou Paris. La politique antirusse de l'Occident a mené à son cloisonnement, et à une trop forte dépendance de l'Azerbaïdjan pour qu'il puisse agir de façon autonome.

Sans garanties de sécurité pour son intégrité territoriale et la sécurité de sa population, l'Arménie n'accordera pas de couloir de transit à travers le sud du pays, lequel pourrait également servir à des transports militaires azerbaïdjanais. Rien que pour cela, le gouvernement Pashinyan devra faire un gros travail de persuasion dans son propre pays, car il y a une forte appréhension de la population, et une ligne dure très affirmée. En l'état actuel des choses, une garantie de sécurité pour l'Arménie ne peut venir que des pays membres de l'OTSC, et il n'est pas clair à l'heure actuelle si ces pays sont en mesure de la fournir. Par ailleurs, une telle garantie devrait être complétée par des mesures de transparence des activités militaires dans la région du Caucase du Sud.

Mais pour qu'une solution négociée soit possible, Ankara doit freiner tous ceux qui souhaitent actuellement une solution militaire. L'Azerbaïdjan et la Turquie sont tous deux intéressés par l'ouverture de nouveaux couloirs de transit vers l'Asie centrale. Les pays d'Asie centrale pourraient également apporter leur aide dans ce domaine. L'attitude de l'Iran sera importante aussi, car il n'autorisera aucune activité à sa frontière nord qui pourrait le mettre en danger. En plus de tout cela, il faut éviter l'ingérence d'Israël, de l'Arabie saoudite, du Pakistan et d'autres nations, qui rendrait la situation infiniment plus compliquée. Les tâcherons de la politique mondiale doivent maintenant veiller à ce que le Caucase du Sud ne devienne pas un champ de bataille élargi du Proche-Orient. •

¹ voir *Eurasianet*, 17/11/21: «As Azerbaijan pushes advantage against Armenia, Russia's role again under scrutiny», en ligne à l'adresse <https://eurasianet.org/as-azerbaijan-pushes-advantage-against-armenia-russias-role-again-under-scrutiny>; Kucera, Joshua. Armenia and Azerbaijan in new border crisis, sur *Eurasianet*, 14/05/21; European Parliament resolution on prisoners of war in the aftermath of the most recent conflict between Armenia and Azerbaijan (2021/2693(RSP)), Parlement européen. 19/05/21, en ligne à l'adresse https://web.archive.org/web/20210526023348/https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/RC-9-2021-0277_EN.html; Emmanuel Macron: «Les forces armées azerbaïdjanaises ont pénétré sur le territoire arménien. Elles doivent se retirer immédiatement. Je le dis à nouveau au peuple arménien: la France est solidaire avec vous et continuera de l'être», sur *Twitter*, 12/05/21, en ligne à l'adresse <https://twitter.com/EmmanuelMacron/status/1392965873187659778>; communiqué de presse du ministère d'Etat américain: Press Briefing – May 14, 2021, en ligne à l'adresse <https://www.state.gov/briefings/department-press-briefing-may-14-2021/>. Cf. *Aze.media*, 13/09/22: Azerbaijan secures control of strategic heights, en ligne à l'adresse <https://aze.media/azerbaijan-secures-control-of-strategic-heights/>

² cf. page d'accueil du ministère azerbaïdjanais de la Défense: <https://mod.gov.az/en/news/armenian-armed-forces-committed-large-scale-provocations-in-dashkasan-kalbajar-and-lachin-directions-42330.html>. Cf. l'appel à la communauté internationale: sur la situation actuelle en Arménie chez *Presenza*, 20/09/22, en ligne à l'adresse <https://www.presenza.com/de/2022/09/aufruf-an-die-internationale-gemeinschaft-zur-aktuellen-lage-in-armenien/>

³ cf. Wang, Philip; Kaufman, Ellie; Chernova, Anna; Subramaniam, Tara. «Russia claims ceasefire reached between Armenia and Azerbaijan after fighting erupts along border», *CNN* du 13/09/22, en ligne à l'adresse <https://edition.cnn.com/2022/09/13/middleeast/azerbaijan-armenia-artillery-strikes-intl-hnk/index.html> et *Reuters* du 13/09/22: «Azerbaijan and Armenia ceasefire fails within minutes – media», <https://www.reuters.com/world/azerbaijan-armenia-cease-fire-fails-within-minutes-media-2022-09-13/>. Voir Мария Шустрова: Армения и Азербайджан договорились о перемирии sur *gazeta.ru*, 15/09/22, en ligne à l'adresse <https://www.gazeta.ru/army/2022/09/15/15454957.shtml>

⁴ cf. *AP News* du 15/09/22: «Armenian security official says that Armenia and Azerbaijan have agreed on a cease-fire to end two days of fighting», en ligne à l'adresse <https://apnews.com/article/ap-news-alert-azerbaijan-armenia-19401191b9f5d7eac2ffa66c819fb292> et Demourian, Avet. «Armenia, Azerbaijan agree on cease-fire to end fighting», *AP News* du 15/09/22, en ligne à l'adresse <https://apnews.com/article/russia-ukraine-azerbaijan-armenia-government-and-politics-bbf809ad3d368fa9c-5c497a2d79e22d6>

«La traite des êtres humains est cruelle – le silence aussi!»

ep. Si l'on demandait dans un sondage si aujourd'hui l'esclavage existe encore en Suisse, la réponse serait, dans la plupart des cas, probablement négative. Lors de la conférence de presse du jeudi 22 septembre 2022, à Berne, les initiateurs de la campagne «Contre la traite des êtres humains» ont opposé des faits à cette opinion malheureusement aussi fausse que naïve.

Esclaves du 21^e siècle

Il s'agit de l'exploitation du travail, du trafic d'organes, des adoptions abusives, des mariages forcés et de l'exploitation sexuelle. Ils font malheureusement partie des réalités sociales en Suisse (et en Europe), faits sombres que personne ne doit ignorer ni passer sous silence. C'est ce qu'ont montré, avec conviction, les explications de l'expert, *Manfred Paulus*, premier commissaire principal de la police criminelle à la traite et titulaire de la Croix fédérale du mérite pour 40 ans de lutte contre la traite des êtres humains et la prostitution forcée. Pendant 25 ans il a dirigé un service de police judiciaire allemand où il était responsable de la lutte contre la criminalité au sein de la prostitution. Depuis 20 ans il est également actif dans le travail de prévention, en Europe de l'est et du sud, un travail extrêmement important pour prévenir à la souffrance humaine. Il est toujours chargé de cours dans les établissements d'enseignement et de formation en Allemagne. C'est pourquoi Paulus a pu présenter la problématique des prostituées en tant qu'expert profond. Il présente les faits et dénomme, en même temps, cheval et cavalier, ce qui fait qu'il ne parle pas de professionnelles, mais d'esclaves sexuelles. Car la très grande majorité d'entre elles ne travaillent pas volontairement dans ce domaine. En Suisse, on peut estimer que plus de 95 % des personnes concernées dans ce commerce sont originaires d'Europe de l'Est, du Vietnam, du Nigeria et, de plus en plus, de Chine. Beaucoup d'entre elles voulaient échapper à leur situation de vie, marquée par la pauvreté et l'absence de perspectives et ont été détournés de chez eux par de fausses promesses. C'est la méthode du «loverboy» qui est de plus en plus devenu habituel dans ces cercles: des hommes s'approchent d'elles, simulent l'affection et l'amour pour les jeunes femmes. Ils prétendent même assumer un rôle de protecteur en leur annonçant l'avenir doré. Cette approche manipulatrice consiste notamment à arracher les jeunes femmes systématiquement de leur réseau de relations sociales antérieur et à augmenter, discrètement mais constamment, la pression psychologique sur les jeunes filles et les femmes. Chez les victimes cela provoque de l'insécurité profonde et d'irritation. Souvent, elles ne remarquent même pas, ou trop tard, qu'elles sont tombées dans un piège. Les agresseurs peuvent ainsi profiter de leur pouvoir pour rendre les vic-

Selon le *Secrétariat d'État aux migrations (SEM)*, les enquêtes sur l'asile permettent d'identifier en moyenne 70 victimes de la traite des êtres humains en Suisse par an, le plus souvent des femmes originaires du Nigeria ou de l'Érythrée. Selon les estimations de l'*Organisation internationale pour les migrations (OIM)*, 10 000 femmes arrivent chaque année en Europe en provenance du seul Nigeria et plus de 80 % d'entre elles se retrouvent dans la prostitution forcée.



Ueli Haldimann, Marianne Streiff, Manfred Paulus, Markus Baumgartner (de gauche à droite) lors de la conférence de presse du 22/09/22 à Berne. (photo ef)

«Elles sont considérées comme les esclaves du 21^e siècle. La traite des êtres humains et l'esclavage sexuel, associés au trafic illégal de drogues, constituent déjà aujourd'hui le champ d'activité le plus important du crime organisé en Europe». (*Manfred Paulus*)

«Il ne s'agit pas seulement de l'exploitation et de la destruction brutales de femmes et d'enfants et d'innombrables destins individuels. Il s'agit aussi de la préservation de valeurs élémentaires, des droits de l'homme et de la dignité humaine, du maintien de l'Etat de droit et de la crédibilité». (*Manfred Paulus*)

times dociles en les soumettant à la violence psychique et physique croissante, jusqu'à ce qu'ils les aient placées là où ils le souhaitent: dans un bordel.

Les femmes vendues ainsi comme «marchandises» présentent presque toutes les caractéristiques typiques des victimes. Elles sortent souvent de pauvreté extrême, n'ont aucune perspective d'avenir, sont généralement issues de milieux familiaux et sociaux difficiles, disposent de peu d'éducation et intègrent ainsi, dans leur existence, tous les éléments susceptibles de disposer de peu de forces pour échapper aux séductions. Les trafiquants d'êtres humains en profitent sans les moindres scrupules. En Moldavie seule, par exemple, il existe plus de 200 «agences» non agréées qui se consacrent avec du génie à cette activité criminelle. Les trois phases de leur «carrière» (recrutement, déploiement et exploitation) sont liées aux mensonges, à la ruse et à la violence. En fin de compte, les victimes finissent par être prisonnières d'une sous-culture dont elles ne peuvent guère se libérer par leurs propres moyens. «Vous le faites pourtant de votre plein gré» ou «vous êtes quand même mieux ici que chez vous.» De telles justifications ambulantes partout, Manfred Paulus les démasque comme formules enjolivant la réelle misère, présentant avant tout les faux arguments du lobby de la légalisation de la prostitution. C'est pourquoi, dans les termes de l'expert, reconnaître la prostitution comme une profession et lutter pour des conditions-cadres adéquates est une erreur fatale. Manfred Paulus est formel

«Dans son dernier rapport, fedpol constate que les cantons ne tiennent pas suffisamment compte de l'exploitation du travail dans la lutte contre la traite des êtres humains et estime qu'il est nécessaire d'agir davantage dans ce domaine. Il recommande désormais aussi une infraction spécifique pour l'exploitation du travail, afin de pouvoir enfin sanctionner plus efficacement». (*Marianne Streiff*)

«La traite des êtres humains est un crime abominable auquel les organisations responsables sont confrontées dans leur travail. Les victimes sont dans une situation extrêmement grave et ont besoin d'une aide urgente». (*Ueli Haldimann*)

là-dessus, selon tout évidence, la légalisation de la prostitution entraîne la disparition de la protection légale qui existait jusqu'à présent. Dans ce contexte, Paulus fait référence au modèle dit suédois ou nordique, qui interdit la prostitution ou inflige une amende au client qui recherche des offres sexuelles voulant se les acheter. Cette mesure a permis d'amorcer un changement de mentalité au sein de la société suédoise, aujourd'hui la prostitution y est mise au ban de la société. Il est intéressant de noter que depuis lors, le crime organisé tout court y est en recul, car un important champ d'activité lui a été retiré.

La Confédération et les cantons doivent agir

Des étapes principales attendent donc la Suisse, car «La traite des êtres humains est cruelle – le silence aussi!», tel le nom, justifié, de la campagne lancée par dix organisations. Le nombre exact de victimes de la traite des êtres humains vivant en Suisse n'est pas connu. Selon une estimation de l'hebdomadaire critique suisse, *Beobachter*, il faudrait partir du nombre estimé de 5 000 personnes, avec un nombre élevé de cas non déclarés. La plupart des victimes se trouvent dans le commerce et l'industrie du sexe, des femmes en position, si on laisse à l'écart les formules enjolivant les réalités amères, d'esclaves dans le domaine du sex. En Suisse, cinq pour cent seules des prostituées sont du pays. La grande majorité se recrute – le plus souvent sous de fausses promesses ou par la violence (comme expliqué par

Combien d'esclaves y a-t-il dans le monde? Les estimations vont de 20 à 46 millions. L'ONU estime le nombre de victimes à 27 millions, le *Global Slavery Index* ainsi que l'*Organisation internationale du travail (OIT)* à plus de 40 millions. Les différences s'expliquent par des méthodes d'estimation et des définitions différentes. Contrairement à l'ONU, le *Global Slavery Index* et l'OIT considèrent également les enfants-soldats, les enfants-mariés et les victimes d'autres mariages forcés comme des esclaves. Pratiquement toutes les sources confirment que 70 à 80 pour cent des victimes sont des femmes et des enfants.

Paulus ci-dessus) – en Moldavie, en Roumanie ou en Bulgarie, les pays pauvres d'Europe de l'Est, ainsi qu'en Afrique ou en Asie. Depuis quelques années, les victimes de la traite des êtres humains sont également recensées dans la restauration, la construction, l'agriculture ou les ménages privés. Les initiateurs déplorent la situation d'absence de contrôle légal et de punition. Jusqu'à présent, peu de personnes ont été condamnées pour traite d'êtres humains – en Suisse, entre 2010 et 2020 par exemple, il y en a eu entre 4 et 21 cas, bien que le Centre pour la traite des femmes et la migration des femmes de Zurich («Fachstelle für Frauenhandel und Frauenmigration Zürich, FIZ») ait pris en charge à lui seul plus de 300 victimes de la traite d'êtres humains en un an (2020). En outre, il faut partir du principe que le nombre de cas non déclarés est particulièrement élevé. Les ressources nécessaires pour lutter efficacement contre la traite d'êtres humains ou pour aider les personnes concernées à sortir de leur terrible situation font toujours défaut. Dans ce domaine, *Marianne Streiff*, conseillère nationale (PEV), fait depuis des années un travail exemplaire et a déjà lancé plusieurs interventions au Parlement. En 2019 et 2020, le Conseil national a déjà transmis au Conseil des Etats deux motions demandant plus de ressources pour la lutte contre la traite d'êtres humains ainsi que l'intégration dans le code civil du délit respectif concernant l'exploitation du travail. Le jour de la conférence de presse, elle est venue de déposer une autre motion visant à promouvoir des programmes de sortie de la prostitution, car «de 80 à 90 % de personnes se prostituant quitteraient immédiatement le commerce du sexe si elles avaient une alternative», comme l'indique Marianne Streiff en se prononçant en faveur de sa motion. Elle montre clairement qu'il n'est pas possible de fermer les yeux sur la traite et l'exploitation des êtres humains. Grâce à sa démocratie directe, c'est précisément la Suisse qui offre de nombreuses possibilités qui doivent être exploitées. Outre les mesures légales au niveau fédéral, ce sont les cantons qui sont également, même d'urgence, tenus d'agir.

Les victimes ont besoin d'aide urgente

Enfin, le responsable de la campagne, *Ueli Haldimann*, représentant de la *Mission chrétienne pour les pays de l'Est* («Christliche Ostmission»), a exposé les raisons, les objectifs et les éléments de la campagne contre la traite d'êtres humains en Suisse. La campagne comprend des communiqués de presse, des clips TV sur *SRF1* et *SRF2* ainsi que sur différentes chaînes régionales, des e-boards dans huit gares, une chanson produite spécialement pour l'occasion ainsi qu'une manifestation sur la Place fédérale, qui a eu lieu le 24 septembre et a été soutenue par de nombreuses autres organisations. Un travail fondamental d'information et d'explication est ainsi en cours d'être déployé. La poursuite du silence ne doit pas se cacher derrière l'ignorance.

Ces quelques éléments de la campagne, présentés lors de la conférence de presse, reflètent l'engagement important et perceptible des organisations qui portent la campagne contre la traite d'êtres humains. Un sentiment de consternation, voire de compassion devrait maintenant déclencher une impulsion dans toute la Suisse, couper l'herbe sous le pied de ce «secteur d'activité» méprisant l'être humain. Tâche qui – selon Manfred Paulus – nécessite un changement de mentalité au sein de nos sociétés. Pour Paulus, le rapprochement du modèle nordique montre la voie.

«La réalité inchangée ...»

suite de la page 5

⁵ cf. *Daily Sabah* du 16/05/22. «Azerbaijan-Armenia violence stabilized, Aliyev tells Putin», en ligne à l'adresse <https://www.dailysabah.com/politics/diplomacy/azerbaijan-armenia-violence-stabilized-aliyev-tells-putin>

⁶ cf. *Panorama* du 16/09/22: «Armenian forces recaptured six positions, senior MP says», en ligne à l'adresse <https://www.panorama.am/en/news/2022/09/16/recapture-positions/2730914>

⁷ cf. la page d'accueil de l'administration présidentielle azerbaïdjanaise du 16/06/22. «Ilham Aliyev attended the opening of the IX Global Baku Forum», en ligne à l'adresse <https://president.az/en/articles/view/56442>

⁸ cf. *Eurasianet* du 22/09/22. «The rise and fall of Azerbaijan's Goycha-Zangazur Republic», en ligne à l'adresse <https://eurasianet.org/the-rise-and-fall-of-azerbajians-goycha-zangazur-republic>

⁹ cf. David Nutt. «Report shows near-total erasure of Armenian heritage sites», *Cornell Chronicle* du 12.9.2022, en ligne à l'adresse <https://news.cornell.edu/stories/2022/09/report-shows-near-total-erasure-armenian-heritage-sites>

¹⁰ cf. «Dadivank», en ligne à l'adresse http://www.raa.am/Dadivank/Dadivank_E_1.htm et Regnum. «В старинном монастыре Нагорного Карабаха обнаружены мощи одного из учеников Иисуса Христа», en ligne à l'adresse <https://regnum.ru/news/863083.html>

¹¹ cf. son message sur Twitter (traduit du turc) à l'adresse https://twitter.com/Mustafa_Destici/status/1570379659476619265. Immédiatement, certaines ONG ont déclenché une alerte au génocide, notamment *Nat Hill* le 23 septembre 2022. «Genocide Warning: Azerbaijan and Nagorno-Karabakh», *genocidewatch online* à l'adresse <https://www.genocidewatch.com/single-post/genocide-warning-azerbaijan-and-nagorno-karabakh-september-2022>

¹² cf. Hovhannes Gevorgian. «L'accord gazier avec l'Azerbaïdjan est une déclaration de faillite politique», *Jacobin* du 30.9.2022, en ligne à l'adresse

<https://jacobin.de/artikel/der-gas-deal-mit-aserbajidschan-ist-eine-politische-bankrotterklaerung-armenien-gaslieferung-eu-von-der-leyen-putin-ali-jev-Hovhannes-Gevorkian/>

¹³ cf. Garden of the Righteous worldwide: EVERYTHING INDICATES THAT BRUSSELS IS READY TO SACRIFICE ARMENIA ON THE ALTAR OF ITS ENERGY INTERESTS, 28.9.2022, en ligne à l'adresse <https://en.gariwo.net/texts-and-contexts/genocide-prevention/everything-indicates-that-brussels-is-ready-to-sacrifice-armenia-on-the-altar-of-its-energy-interests-25339.html>

¹⁴ cf. *Reuters* du 18.9.2022. «Pelosi condemns Azerbaijan's attacks on Armenia», en ligne à l'adresse <https://www.reuters.com/world/pelosi-condemns-illegal-attacks-by-azerbaijan-armenia-2022-09-18/> et Ashley Capoot. «Speaker Pelosi strongly condemns 'illegal and deadly attacks by Azerbaijan during visit to Armenia'», *CNBC* du 18.9.2022, en ligne à l'adresse <https://www.reuters.com/world/pelosi-condemns-illegal-attacks-by-azerbaijan-armenia-2022-09-18/>

La déglobalisation comme solution

A propos du livre de Peter Mattmann-Allamand

par Marianne Wüthrich, docteur en droit



Avec son livre «*Deglobalisierung. Ein ökologisch-demokratischer Ausweg aus der Krise*», (*Dé-Mondialisation. Une issue éco-démocratique de la crise*), paru en 2021, Peter Mattmann-Allamand nous présente une synthèse impressionnante des riches connaissances politiques et philosophiques qu'il a développées depuis ses années d'étudiant, aux années 68. Sur ce fond de base, il fait participer le lecteur aux années préparant et caractérisant la mondialisation et propose finalement une vue d'ensemble et une voie possible envers la cohabitation du genre humain, à la mesure de l'homme et dans notre monde, fort d'une économie pour l'homme, intégrant notre responsabilité envers l'environnement. Pour Mattmann, en tant que Suisse politiquement actif, il est évident de se prononcer en faveur de l'économie à petite échelle et de la démocratie directe. Parallèlement, l'auteur insère l'histoire de son propre développement politique et mental.

Dans les trois chapitres principaux, «Pré-mondialisation», «Mondialisation» et «Dé-mondialisation», les jeunes lecteurs assistent à une perception palpitante de ce qu'est l'histoire contemporaine des dernières décennies, tandis que les plus âgés sont invités d'activer leurs propres souvenirs: ainsi on a donc affaire à un précieux document d'époque, riche en thèmes et en théories, un amalgame qui s'oppose à un résumé réduit. Au lieu de cela, ce texte veut plutôt en présenter quelques idées clés qui donneront peut-être envie à l'un ou l'autre de lire le livre de Mattmann dans son intégralité. Tous les aspects abordés ici y paraissent enrichis par de nombreuses apprentissages et réflexions de fond et par les théories les plus diverses, allant de Marx à Brzezinski et de Hegel à la psychologie du développement. Ils sont tous accompagnés et mis en relief par les réflexions approfondies de l'auteur.

«A bas l'Etat!» – parole erronée

Dans le chapitre «Pré-mondialisation», Peter Mattmann décrit ses propres expériences comme activiste du mouvement de 68 en Suisse, situant les événements de l'époque selon ses vues actuelles. En 1968, le jeune auteur a passé sa maturité au Collège d'Einsiedeln et a commencé ses études de médecine à l'université de Fribourg. C'est là qu'il est entré en contact avec des groupes du mouvement naissant de 68. «Dans la perspective de ma biographie personnelle, le mouvement de 68 était autre-chose que la rébellion contre des conditions insupportables. C'était plutôt un produit issue des transformations sociales liées à la prospérité des années de l'Après-guerre». La formation intégrale et les enseignants ouverts d'esprit qu'il rencontrait au lycée catholique d'Einsiedeln lui ont tout de même implanté une deuxième base mentale, l'accompagnant toute sa vie (p. 93).

En 1971, Peter Mattmann s'installe à Bâle pour terminer ses études de médecine. Là-bas, la Nouvelle Gauche avait un arrière-plan politique, beaucoup d'activistes étaient issus du mouvement ouvrier, pris de l'élan de s'impliquer activement en politique. La constitution suisse, basée sur les principes de la démocratie directe, le permettait, l'encourageait même. En revanche, dès le début de son engagement dans le courant 68, l'auteur s'est décidé à démarquer des groupements violents. Pour lui, «la violence et le terrorisme sont [...] apolitiques» et empêchent même tout «processus politique» de fond. Pour lui, à l'époque déjà, cette devise restait toujours valable, notamment en ce qui concernait le militantisme armé de la RAF et la «scène du spontanéisme anar-

chisant à laquelle appartenait un Joschka Fischer», mais aussi pour certains groupes suisses qui propageaient le slogan «Macht aus dem Staat Gurkensalat!» (Transformons l'Etat en salade de concombres): en dépit de cette devise, l'auteur réaffirme que «la politique ne résulte guère du chaos et a, tout au contraire, besoin de l'Etat de droit» (p. 109). Mattmann ajoute, en vue de certaines évolutions de la Gauche activiste actuelle: «Il est préoccupant de constater que les médias et de nombreux représentants de la gauche ne reconnaissent pas le caractère apolitique, voire antipolitique du «bloc noir», minimisant ses actes de violence et considérant que ces phénomènes sont à tolérer puisqu'ils appartiendraient à la gauche politique, prise au sens large». (p. 109)

Les POCH et les Verts

En 1973, Peter Mattmann fonde, avec des personnes proches de ses idées, les POCH (*Progressive Organisationen Schweiz* – Organisations progressistes de Suisse) du canton de Lucerne – parti qui a également vu le jour dans plusieurs autres cantons – et est d'abord élu au parlement de la ville, ensuite, avec quatre autres, au parlement cantonal. Là, ils ont bien bousculé la vénérable caste des politiciens (p. 114) et sont devenus «un parti des nouveaux mouvements sociaux des années 1970». Le mouvement anti-nucléaire, le mouvement des femmes, le mouvement pour la paix, le mouvement de solidarité avec le tiers-monde en faisaient partie, mais aussi des préoccupations telles la transformation des villes et des immeubles en direction de la perte de la qualité de vie ou les formes de vie alternatives, revendications qu'ils introduisirent au parlement cantonal en essayant de les transformer en projets politiques (p. 118). Comme exemple, Mattmann mentionne que dans la première moitié des années 1980, de divers groupes cantonaux dans la mouvance écologique ont donné naissance à la Fédération des partis écologistes de Suisse (FPE) à laquelle de nombreux représentants de la POCH ont adhéré.

Il est remarquable que Peter Mattmann ait déjà averti ses copains – face aux interminables disputes directionnelles de l'époque que se sont livrés les groupes «de gauche» avec les groupes à tendance «modérée» – à ne pas diriger toute leur énergie dans les luttes à se démarquer d'autres groupes se trouvant dans une concurrence perpétuelle, mais à sortir du «schéma gauche-droite» au profit d'une «large discussion sur les fondements de la politique des verts» (p. 119). Cette force personnelle de Mattmann, qui consistait à s'associer à d'autres forces politiques du pays, indépendamment de leur livret du parti, c'est-à-dire à s'engager pour la cause, il l'a maintenue lors d'actions politiques ultérieures aussi – capacité qui lui a valu quelques attaques grossières au-dessous de la ligne de ceinture. Dans la conclusion de son livre, il reprend ce fil pour en tirer quelques leçons face aux actualités et à l'avenir. Selon l'auteur, une alliance antimondialiste «ne peut réussir que si les partenaires se respectent mutuellement. [...] Le climat de polarisation aigüe et de lutte irréconciliable empêche une sortie démocratiquement légitime de la crise actuelle». Et à y ajouter: «accentuer ce qui sépare la Gauche de la Droite, aboutissant à la lutte interminable des uns contre les autres, avec plus de force même que contre la mondialisation elle-même, contribue à ce qu'elle l'emporte sur nous tous.» (p. 257 et suivantes)

Mondialisation – chance manquée

«Le «tournant» de 1989 [avec la chute du communisme soviétique et ses suivis] a ouvert la voie à la mondialisation», c'est ce que constate l'auteur au début de son deuxième chapitre, en mettant le doigt sur ce que l'évolution des 30 dernières années dans cette direction fatale n'était pas inéluctable. Au contraire, les Etats nationaux reliés entre eux au sein de l'ONU auraient également pu tirer profit de manière positive de la «disparition de la concurrence entre les systèmes»: «Désarmement militaire, résolution pacifique des conflits, développement d'une économie et d'une technologie écologiquement compatibles et économes en

ressources, élimination de la pauvreté et de la faim, répartition plus équitable des revenus et de la fortune». (p. 126 et suivantes)

«La chance qui s'est présentée en 1989 n'a pas été saisie», Peter Mattmann le constate avec regret. Et il n'hésite pas à désigner clairement cheval et cavalier: «La capitulation du socialisme a ouvert une perspective unique aux groupes opérant depuis longtemps au niveau transnational: pour la première fois dans l'histoire, s'est dessinée la chance réaliste d'une expansion vraiment globale, c'est-à-dire mondiale.» (p. 127). Et plus loin: «La stratégie de politique de puissance derrière la mondialisation est le monde unipolaire qui se regroupe autour des Etats-Unis et des anciennes puissances coloniales européennes en tant que centres de domination, d'économie et de culture et qui repousse tous les autres pays à la périphérie, dans la dépendance économique et politique. Elle menace et détruit les multiples cultures et systèmes régionaux de gestion de la vie, les systèmes écologiques, les traditions philosophiques et religieuses et les remplace par des structures globales de dépendance et d'exploitation. Elle impose la guerre à de nombreux pays». Pourtant, Mattmann ne caractérise la mondialisation des 30 dernières années que comme un «saut qualitatif» qui s'inscrit sans transition dans la continuité de la domination coloniale et néocoloniale (p. 131).

L'auteur attribue aux influents stratèges américains Milton Friedman (p. 127 et suivantes) et surtout Zbigniew Brzezinski (p. 132 et suivantes) la place qui leur revient dans cette évolution fatale pour le monde, décrivant de manière limpide la mise en œuvre de la politique néo-impérialiste des Etats-Unis et de leurs vassaux après la guerre froide, notamment leurs terribles guerres, à commencer par celle du Kosovo en 1999 (p. 138-154).

La gauche et les Verts méconnaissent la nature des institutions internationales

Au milieu des années 1990, la voie de Peter Mattmann se sépare de celle des Verts. Il l'explique par la ténacité des œillères caractérisant la politique de gauche: «La gauche et les Verts ont perdu la capacité de remettre en question les processus de pouvoir et les idéologies. Cela les amène à méconnaître les institutions de la mondialisation: l'UE, l'OTAN, l'ONU. [Dans un autre contexte, il y ajoute l'OMC]. Depuis le milieu des années 1980, celles-ci se sont mises de plus en plus effrontément au service de la stratégie de domination mondiale. De nombreux gauchistes se comportent en adversaires bruyants de la mondialisation. Dans le même temps, ils sont favorables au transfert de compétences nationales à ces institutions. Beaucoup d'entre eux se bercent de l'illusion qu'au niveau supranational, ils pourront «mieux réussir politiquement contre les *Global players*». En réalité, la raison d'être de l'UE, de l'OTAN et de l'ONU est «d'organiser le pouvoir des grands groupes à un niveau qui échappe à toute influence locale» (p. 154). On ne peut donc faire face à la mondialisation qu'en encourageant et en développant les structures locales.

Après avoir retracé l'histoire de l'UE et l'avoir classée comme un projet américain de «symbiose entre les entreprises mondiales et l'UE», l'auteur arrive, en ce qui concerne la Suisse, à la même conclusion, partagée d'ailleurs de l'auteur de cette présentation du livre aussi bien que d'un nombre croissant de nos concitoyens: «L'UE et la démocratie directe sont incompatibles.» (p. 167 et suivantes) Peter Mattmann en a tiré les conséquences: Lorsque les Verts suisses sont passés dans le camp de l'adhésion à l'UE, en 1995, il a quitté le parti. Par la suite, il se voyait dénigré comme étant d'extrême droite, bien qu'il n'ait «pas changé des positions qu'il défendait en tant que gauchiste et écologiste» (p. 180).

«30 années perdues», c'est ainsi que Mattmann qualifie la période qui s'est écoulée depuis 1989, et l'on reste touché, mesurant à chaque page ses frustrations face au déclin du mouvement de 68 qui s'était pourtant opposé vigoureusement, jadis, à la guerre du Vietnam. «Face à un mouvement pacifiste de cette envergure, les plans de guerre [de l'OTAN à partir de 1999] n'auraient eu aucune chance.» (p. 193) Ses appréciations sur l'armée suisse valent égale-

ment notre vif intérêt. L'auteur propose qu'au lieu de viser la suppression de l'armée, la gauche devrait revendiquer de la Suisse officielle une politique de neutralité active, politique qui aboutira nécessairement à se retirer du «partenariat pour la paix» lui octroyé de l'OTAN (p. 197).

Dé-globalisation: favoriser la petite échelle et la démocratie directe

Au troisième chapitre, l'auteur tire ses conclusions de ce qui a été exposé jusqu'ici, conclusions qui correspondent en grande partie avec celles du *Rapport mondial sur l'agriculture*.

– Au niveau du tournant écologique, il met l'accent sur la dé-globalisation qui «aspire à un changement de cap, à un retournement, au tournant écologique» (p. 218). L'alternative écologique au mode de vie et à l'économie «néolibérale», grandement industrialisée et mondialisée, est «l'économie circulaire locale». Ce mode de vie «sera moins industrialisé et moins numérisé façon big-tech, mais plus agraire. L'artisanat y retrouvera une plus grande importance». (p. 229)

– Quant à la dé-globalisation, elle se constitue avant tout par la localisation: «Les activités supra-locales doivent s'adapter aux besoins [...] et aux souhaits des acteurs locaux». L'épine dorsale économique se formant principalement par les petites et moyennes entreprises (PME), Mattmann rappelle que c'est elles qui ont toujours formé la base réelle des activités économiques transnationales (p. 220 et suivantes).

– Finalement, l'auteur insiste sur la nécessité de limiter le pouvoir transnational grâce à l'orientation économique à petite échelle et au contrôle démocratique. Pour lui, «le «marché» tout court n'a pas réussi.» Et de préciser, qu'«au cours des 30 dernières années, la majorité de la population mondiale s'est vue refuser une qualité de vie adaptée aux ressources technologiques et économiques. [...] L'économie locale à petite échelle favorise le contrôle démocratique du pouvoir, le bien commun fonctionne donc mieux. [Par contre] l'économie transnationale à grande échelle réalise avant tout des bénéfices maximums». (p. 223)

Avec sa prise de position claire en faveur de l'indépendance et de la souveraineté de la Suisse, Peter Mattmann se trouve en bonne compagnie de nombreuses autres personnalités suisses de notre époque. Pour lui comme pour eux, ci-inclus l'auteur de ces lignes, le rattachement à l'UE signifierait «l'autodissolution de la Suisse». Dans les paroles de Mattmann: «Il ne fait aucun doute qu'une adhésion à l'UE éliminerait l'essence de ce qui fait la cohésion de la Suisse». (S. 248)

Et d'y ajouter, quelques pages plus tard: «L'indépendance, la neutralité et la démocratie directe se conditionnent mutuellement. Aucune de ces trois pierres angulaires ne peut être enlevée sans que la maison ne menace de s'effondrer. [...] Pour un petit Etat, la neutralité perpétuelle (c'est-à-dire conçue comme une maxime résistante aux besoins du moment) est, à côté de la défense militaire [...], le seul moyen prometteur de sa politique étrangère, capable de garantir cet objectif supérieur [conserver sa liberté et son indépendance au plus large degré possible]. L'alliance avec une grande puissance rend un petit Etat dépendant de celle-ci ou risque de se transformer en objet de conquête d'une grande puissance adverse.» (p.253) Comment ne pas souscrire aux phrases résumant l'essence de ses réflexions finales: «La Suisse n'existe pas en tant qu'unité nationale culturelle, mais essentiellement en tant que *nation par la volonté*. Son existence n'est donc pas une évidence, mais une tâche permanente.»

Là aussi, Mattmann a raison: Il ne faut pourtant pas oublier que la «tâche permanente» qui nous défie ne diffère pas fondamentalement de celle ayant menacé nos ancêtres d'autrefois: Pour tous ceux qui veulent préserver la Suisse pour nos enfants et les enfants de nos enfants, il s'agit de s'engager de toutes les fibres de son être en faveur de la démocratie directe. Elle est vouée à l'échec sans dialogue authentique, honnête et respectueux du citoyen à son pareil. •

Peter Mattmann-Allamand, né en 1948 à Ebikon, (canton de Lucerne), a été membre de la direction des Organisations progressistes suisses (POCH), une des formations les plus importantes du mouvement de 68. Mattmann a passé de longues années en tant que député aux parlements municipal et cantonal de Lucerne. Il a quitté le parti des Verts en 1995 après que celui-ci ait changé de cap face à la question de l'adhésion à l'UE. Dans sa vie professionnelle, le Dr Mattmann a pratiqué comme spécialiste en médecine interne générale et en homéopathie.

Semer une graine de paix pour une vie commune et une entente cordiale en Europe

Le 11 septembre 2022, la *Kaiser-Wilhelm-Gedächtniskirche* à Berlin a reçu la cérémonie solennelle du décernement du *Göttinger Friedenspreis* (Prix de la paix). Cette année, ce prix a été attribué au projet «Musik für den Frieden – Музыка ради Мира (Musique pour la paix)». C'est un des projets d'échange entre jeunes gens, allemands et russes, réalisé entre les deux villes Müllheim (Allemagne du sud) et Tver (Russie centrale). La remise solennelle a été encadrée par un concert sous la devise «Les jeunes de la société civile se tendent la main», réalisé, comme orchestre, par des jeunes musiciens allemands et russes. Le prix fut remis aux personnalités représentant les deux formations impliquées, *M. Andreï Koriakov*, directeur du «*Teatr Premier*» de Tver, et *M^{me} Ulrike* et *M. Thomas Vogt* pour l'ensemble «MIR».

En raison des tensions politiques existantes, la cérémonie a d'abord été transférée, ensuite annulée. Cependant elle a finalement pu se dérouler – avec la participation russe.

Dans un entretien avec le *Portal culturel de Russie*, Thomas Vogt, pédagogue en musique de l'Allemagne du Sud, s'est vu interroger sur sa position personnelle concernant «l'exigence publique allemande» de boycotter la «culture russe».

Sa réponse fut on ne peut plus pertinente: «Je trouve cela absolument affreux – diffamer de la sorte des artistes russes et avec eux toute la culture russe. Il est dangereux de se mettre à détruire tous les ponts car c'est notamment la culture qui a été et reste toujours à disposition, dans sa noble mission de médiatrice entre les différentes sociétés. Dans ce contexte, Vogt cite le grand violoniste *Yehudi Menuhin*: «La musique est la langue maternelle des êtres humains». Et Vogt d'y ajouter: La musique peut être comprise par chacun au-delà de toutes les frontières humaines et politiques. La musique va de cœur à cœur. C'est ce que vivent les jeunes musiciens, mais aussi les auditeurs qui l'écourent. La musique est une expérience émotionnelle. La guerre, la violence se passent avant tout à l'échelle physique, même si la haine et les émotions déchaînées les déclenchent. Par contre, les armes de guerres sont matérielles: les blindés, les vaisseaux de guerre, les roquettes. Et on y dépense malheureusement beaucoup, beaucoup d'argent. La paix vit et croît à l'échelle psychique et émotionnelle. Lorsque on fait de la musique on apprend à s'écouter mutuellement, on développe de la compréhension pour la voix de l'autre – en repérant ensemble le rythme commun on apprend à se connaître mutuellement; le but est de créer une œuvre harmonieuse, d'y participer avec ses propres sonorités et avec les sonorités d'autrui, de faire partie d'un tout qui dépasse les individus, de participer à communiquer son message avec empathie et bienveillance. Dans un tel corps social et symphonique il n'y a pas de gagnants ni de perdants. Ce sont précisément de tels «outils de la Paix» que nous voulons transmettre aux jeunes gens, par



«Une main tendue par la jeune société civile»; concert à la *Gedächtniskirche*, Berlin, réalisé par de jeunes musiciens allemands et russes, à l'occasion de la remise du Prix pour la paix de Göttingen. (photo TA)

la musique. Sous cet aspect, la musique persiste à construire des ponts de compréhension et d'amitié, également en des périodes politiquement difficiles.»¹

Avec le Prix de la Paix de Göttingen, la *Fondation Roland Röhl* rend hommage à la contribution civique qui émane du projet, issu de la société civile et favorisant les bonnes relations entre le peuple allemand et le peuple russe. Dans un message publié de la fondation, elle se prononce, à ce sujet, en ces termes: «L'échange artistique et engagé des jeunes russes et allemands, entrepris par les forces de nos sociétés civiles, met en évidence que, malgré la situation politique fatale qui sévit en Europe, la coopération amicale et confiante à travers les frontières persiste». L'ensemble *MIR* a débuté en 2019. C'était un échange culturel de jeunes avec le «*Teatr Premier*», dans la ville russe de Tver au bord de la Volga. A l'époque, 40 jeunes allemands voyagèrent en Russie, vivant dans des familles russes et en répétant ensemble. Ensuite, les deux ensembles ont donné des concerts à Tver et à Moscou, avec un grand succès. Quelques semaines plus tard, ces

mêmes concerts étaient réalisés en Allemagne du Sud.

Dès lors, le couple Thomas et Ulrike Vogt de Müllheim travaillèrent ensemble en partenariat russe avec Andreï Koriakov, directeur du «*Teatr Premier*». Leurs projets étaient de «donner, à l'échelle de la société civile, l'exemple de la vitalité des contacts directs et personnels en faveur d'une cohabitation amicale et pacifique en Europe.» (<https://www.musik-fuer-den-frieden.de>)

Prendent part à ces projets des jeunes entre 15 et 22 ans, des fois en nombre allant jusqu'à 70 participants. Ainsi furent créés des mises en scène avec de la musique, la danse et le théâtre pour ensuite les représenter dans les deux pays. Lors de la pandémie du corona, qui rendit impossibles ces rencontres réciproques, divers projets vidéo en commun ont tout de même pu être réalisés. Le projet le plus récent, «Tu es plus fort que ton ombre», a démarré le 6 février 2022. Son thème est la façon de surmonter des problèmes et des tentations auxquels les jeunes gens sont souvent exposés aujourd'hui – les drogues, le vol, le chantage et le mobbing.

C'est un merveilleux projet qui n'est pas seulement un modèle de la façon d'œuvrer, avec et par les jeunes, en vue de la Paix, mais c'est en plus un magnifique exemple de prévention réussie.

Teatr Premier, Tver

L'ensemble de théâtre de jeunes primé, le «*Premier*» de Tver (Russie), a été fondé en 1992 sous la direction de Andreï Koriakov. Depuis leur origine, il réalise plusieurs productions de théâtre par an, avec de différents ensembles d'enfants et d'adolescents, au niveau exigeant de qualité. Le répertoire contient un large spectre de drames, de comédies et de comédies musicales. En 2012 le théâtre a été décoré et s'est vu attribué le titre de «*Théâtre populaire*». L'équipe créative autour d'Andreï Koriakov s'est proposé de présenter un monde théâtral transmettant des valeurs universelles et mettant en avant le développement spirituel de l'être humain. Son directeur a été formé par la faculté de Pédagogie de l'université d'Etat à Tver. En 1992, il a fondé le studio de théâtre d'enfants «*Premier*»

qui, plus tard, s'est transformé en théâtre indépendant. Koriakov est également le directeur de la seule école de musique de la région où les enfants et les adolescents peuvent suivre des cours de théâtre et de chant. Koriakov dirige également le Festival des comédies musicales pour enfants qui a lieu chaque année.

Des pièces de théâtre musicales y sont réalisées. Les textes et la musique, proviennent pour la plus grande partie de sa plume. Ses œuvres ne sont pas seulement très populaires, mais reçoivent très souvent des distinctions officielles. En 2017, Andreï Koriakov a été décoré par le gouverneur de la région de Tver pour ses «prestations dans le domaine de la culture et de l'art».

Source: <https://www.musik-fuer-den-frieden.de/ueber-uns>

Ensemble MIR

L'ensemble MIR (Music for international relations), fondé en automne 2021, réalise des événements musicaux haut de gamme, avec des chorégraphies de danse et des éléments théâtraux.

L'ensemble MIR est issu de la *Musical Company* du Lycée *Lise-Meitner*, à Grenzach-Wyhlen (Allemagne). Les jeunes habitant la Bade du Sud ont créé leurs programmes de concert en collaboration avec le groupe de théâtre des jeunes Premier, de Tver (Russie centrale), dans le cadre d'un échange dans les deux pays. L'ensemble est ouvert à des jeunes enthousiastes de musique qui veulent s'engager pour la paix dans le monde.

Les initiateurs

Thomas Vogt (pédagogue de musique) et Ulrike Vogt (musicienne) ont donné vie, depuis les années 1980, à de nombreux projets musicaux avec les jeunes. Les projets ciblés sur la Paix dans le monde ont toujours été au centre de leur intérêt. Avec une représentation de l'orchestre de la *Walddorfschule* de Müllheim ils ont encadré, à Saint Pétersbourg, la cérémonie de commémoration de la 50e journée annuelle après la libération des prisonniers des KZ, devant plus de 900 auditeurs arrivés de tous les pays de l'Europe.

Source <https://www.musik-fuer-den-frieden.de/ueber-uns>



La réalisation vidéo a été filmée et produite en Russie, avec 40 acteurs, la chanson accompagnant les événements a été composée par Andreï Koriakov. Au début de la vidéo, les jeunes se voient déjà confronter avec le message clef les défiant: «Tu es plus fort que ton ombre! Partout dans le monde règnent la séduction, la violence, la voracité et la toxicomanie. Es-tu assez fort à y résister?» Au milieu de la vidéo, il y a un tournant: «Nous pouvons tous résister, il faut juste transformer la partie sombre qui nous habite, dans notre for intérieur. Dès que nous commençons à nous rencontrer avec la tonalité de l'amitié et de la compassion, nous aurons déjà emprunté la voie vers un avenir plus paisible et plus lumineux.»

La vidéo est accessible, sur internet, par l'adresse (à voir absolument): <https://www.youtube.com/watch?v=iZmp8Ov7RxQ>.

¹ <https://kulturportal-russland.de/musik-fuer-den-frieden/>

² <https://kulturportal-russland.de/musik-fuer-den-frieden/>



Photo Prix de la Paix: Les représentants des deux ensembles de jeunes musiciens, danseurs et comédiens russes et allemands, Ulrike Vogt, Andreï Koriakov, Thomas Vogt (de gauche à droite) lors des cérémonies de la remise du Prix pour la Paix de Göttingen par Hans-Jörg Röhl. (photo www.musik-fuer-den-frieden.de/projekte)